



Recueil des Actes Administratifs

TOME 2/3

Juillet 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Professeur Etienne Antonelli

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 20 juillet 2011 et jusqu'au 05 septembre 2011 inclus, l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli, dans sa partie comprise entre le Pont Jean Zuccarelli et la Rue du Moulin des Sept Cans est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- les deux voies, dans le sens allant du Pont Jean Zuccarelli vers la Rue du Moulin des Sept Cans sont interdites à la circulation générale.
- La circulation est basculée sur les deux voies opposées, circulants à double sens de circulation pour la circonstance.
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/ la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 13 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

18 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Grand Saint Jean

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 juillet 2011** et jusqu'au **22 juillet 2011** inclus, Rue du Grand Saint Jean, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 20 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Faubourg du Courreau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 juillet 2011** et jusqu'au **28 juillet 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Faubourg du Courreau dans sa partie comprise entre le Cours Gambetta et la Rue de la Merci
Ces dispositions sont applicables **de 21h30 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Cours Gambetta, emprunte :

- la Rue Adam de Craponne
- la Rue Guillaume Pellicier
- la Rue Général Vincent
- la Rue Emile Zola
- la Rue Hilaire Ricard
- la Rue Pitot

et se termine sur le Boulevard Professeur Louis Vialleton.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

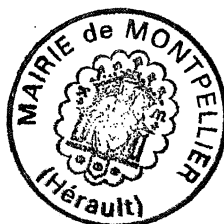
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Place Paul Bec

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le bon déroulement de l'émission "Le Big Jump" à la demande de la société de production "La Grosse Equipe" ;

Arrête :

Article 1er :

Le **31 juillet 2011**, Place Paul Bec, le stationnement est autorisé au véhicule de type camping-car, nécessaire à l'enregistrement de l'émission.
Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service Protocole.

Article 4 :

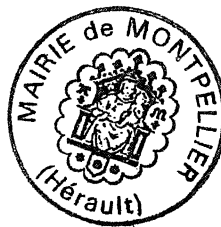
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 20 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place de la Comédie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de levage de poutres métalliques à la demande de Agglomération de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 août 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, Place de la Comédie devant le parvis du théâtre, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Agglomération de Montpellier.

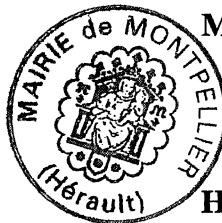
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 juillet 2011



Madame le Maire


**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Cannau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de branchements à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **19 août 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Cannau

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Girone, emprunte :

- la Rue Germain

et se termine sur la Rue de l'Ecole de Pharmacie.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue d'Assas

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, Avenue d'Assas du 48 au 50 de la rue, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 4 :

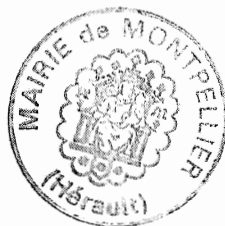
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Pertuisanes, Avenue des Etats du Languedoc et Rue Michelet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réalisation du Giratoire Michelet à la demande des Services Techniques Voirie de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, ponctuellement et à l'avancement du chantier mobile, la circulation est interdite sur :

- la Rue des Pertuisanes ;
- l'Avenue des Etats du Languedoc dans sa partie comprise entre la Place d'Olympie et l'Allée Henri II de Montmorency ;
- la Rue Michelet.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, Rue Michelet, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 3 :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue des Pertuisanes ;
- l'Avenue des Etats du Languedoc dans sa partie comprise entre la Place d'Olympie et l'Allée Henri II de Montmorency ;
- la Rue Michelet.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS.

Article 6 :

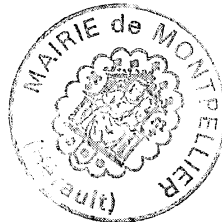
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Frédéric Georges

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de déménagement, à la demande de Me Pilloy Laurence.

Arrête :

Article 1er :

Le **03 août 2011**, Rue Frédéric Georges, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 18h à 24h.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Me Pilloy Laurence.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 juillet 2011


Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

27 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Jean Giono

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Jean Giono

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue des Moulins, emprunte :

- la Rue de l'Oasis

et se termine sur la Rue Jean Giono.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Et par délégation

l' Adjoint au Maire,

Max LEVITA

Publié le :

22 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5815

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Paul Rimbaud

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **04 septembre 2011** inclus, la Rue Paul Rimbaud dans sa partie comprise entre la Rue Marius Carrieu et la Rue d'Alco est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- mise en impasse de la rue Rimbaud au débouché de l'avenue Marius Carrieu ;
- la piste cyclable est neutralisée.

Les véhicules circulant habituellement sur cette voie seront déviés sur la piste cyclable.
Durant cette période la circulation des véhicules se fera à double sens sur ces voies.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Marius Carrieu, emprunte :

- la Rue d'Alco

et se termine sur l'Avenue Paul Bringuier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

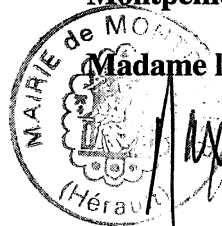
Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 22 juil. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, mise en impasse de la Rue d'Alco au débouché de l'avenue de Lodève

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Marius Carrieu, emprunte :

- l'Avenue Paul Bringuier

et se termine sur l'Avenue de Lodève.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :


La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 juillet 2011

Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Daru

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5770 du 11 juillet 2011 ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise d'un affaissement de chaussée à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 20 juillet 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5770 du 11 juillet 2011 sont prorogées jusqu'au 29 juillet 2011 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011
Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5826

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Fontaine Saint Berthomieu

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA , Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordements aux réseaux humides à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, la Rue de la Fontaine Saint Berthomieu est mise en impasse le temps nécessaire aux travaux :

- De la Rue du Faubourg Figuerolles au n°19
- De l'Avenue de la Croix du Capitaine au n°21

Article 2 :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, Rue de la Fontaine Saint Berthomieu entre le n° 19 et le n° 21, le stationnement est interdit.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

Article 5 :

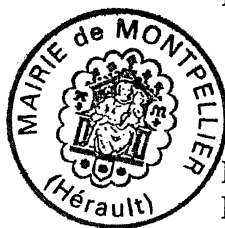
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Cavalerie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5467 du 06 juin 2011 ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de l'entreprise TGH Languedoc ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 31 juillet 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5467 du 06 juin 2011 sont prorogées jusqu'au 16 août 2011 inclus.

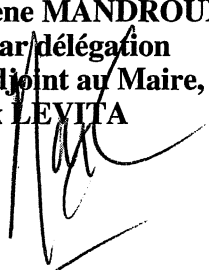
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011



Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le : 22 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Général René

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux à l'école Francis Garnier à la demande de la Réussite Educative de la Jeunesse et des Sports ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 26 juillet 2011 et jusqu'au 27 juillet 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Général René
Ces dispositions sont applicables de 8h à 17h.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

La déviation des véhicules circulant habituellement sur cette voie se fera par la Rue Paul Brousse, la Rue du Faubourg du Courreau et le Cours Gambetta.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise LUDOPARC.

Article 5 :

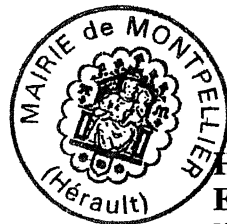
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5829

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Sarrail

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de démontage d'échafaudage à la demande de ECHAF SUD ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **27 juillet 2011** inclus, le Boulevard Sarrail entre la Rue Montpellier et la Rue des Augustins est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ECHAF SUD.

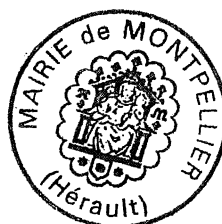
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 22 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5830

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Parlier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chambres FT à la demande de FRANCE TELECOM. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 01 août 2011 et jusqu'au 05 août 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Parlier côté impair le stationnement est interdit au droit du numéro 5, sur trois places. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et les riverains.. Une déviation est mise en place de 7h à 18h, . Cette déviation débute sur la Rue du Grand Saint Jean, emprunte :

- la Rue Henri Guinier
- la Rue Anatole France

et se termine sur le Boulevard Victor Hugo.

Article 2 :

À compter du 01 août 2011 et jusqu'au 05 août 2011 inclus, Rue Parlier au droit du numéro 5 sur 3 places, le stationnement est interdit.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FRANCE TELECOM.

Article 5 :

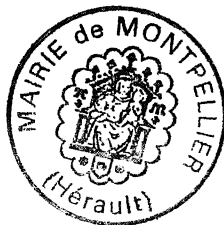
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5832

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la République

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **02 août 2011**, Rue de la République entre le n° 12 et le n° 18, le stationnement est interdit.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de madame RICAUD Marie

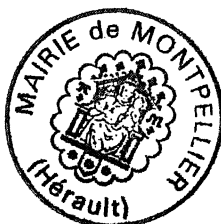
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 22 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5833

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Allée de la Citadelle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage des vitres du CORUM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **08 août 2011**, l'Allée de la Citadelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
SUD SERVICE

Article 4 :

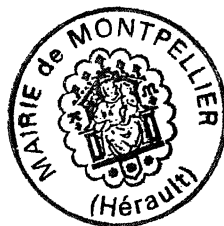
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 22 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Avenue Bouisson-Bertrand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **26 août 2011** inclus, Avenue Bouisson-Bertrand dans sa partie comprise entre la Rue des Carmélites et la Place Marcel Godechot, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **26 août 2011** inclus, Avenue Bouisson-Bertrand des deux côtés, au droit des numéros 44 et 45 des arrêts de bus seront créés.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

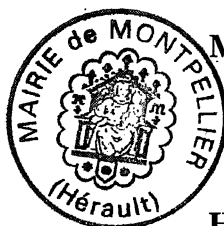
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 22 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Thérèse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparation de toiture à la demande de Manas SARL ;

Arrête :

Article 1er :

Le **16 août 2011**, la Rue Thérèse dans sa partie comprise entre la Rue Henri et la Place Emile Combes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Henri, emprunte :

- la Rue Lunaret
- la Rue Canton
- la Rue de la Cavalerie

et se termine sur la Place Emile Combes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Manas SARL

Article 5 :

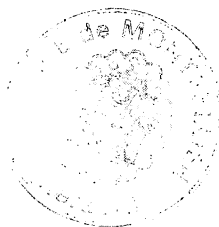
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011

**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le : 22 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Rhodes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le bon déroulement du Festival de Radio-France et Montpellier Languedoc-Rousillon ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 juillet 2011** et jusqu'au **29 juillet 2011** inclus, la Rue de Rhodes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit sur la rue et les parkings attenants.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisation.

Article 4 :

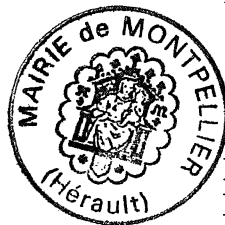
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 22 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5837

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Bernard Délicieux

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réparation de toiture à la demande de l'Entreprise Manas SARL ;

Arrête :

Article 1er :

Le **16 août 2011**, Rue Bernard Délicieux entre le n° 22 et le n° 24, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise Manas SARL

Article 4 :

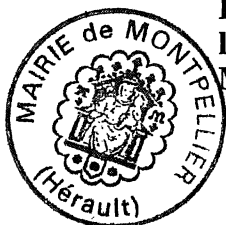
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011

**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le : 22 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Marceau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5771 du **11 juillet 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise d'un affaissement de chaussée à la demande du service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5771 du **11 juillet 2011** sont prorogées jusqu'au **29 juillet 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011
Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 22 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5831

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Campanules

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'élagage à la demande de l'entreprise Fabien MI DAGUE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **03 août 2011** inclus, Rue des Campanules côté impair entre le n° 1 et le n° 13, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Fabien MI DAGUE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le :

27 JUL 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

du 9 au 11 Avenue de Nîmes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1^{er} Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de fonction à Monsieur Max Lévida, adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Serge Fleurence,
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du mardi 19 juillet 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. MORENO Alexis, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Extension de réseau.

Localisation : du 9 au 11 Avenue de Nîmes.

Linéaire : 15 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique

(règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

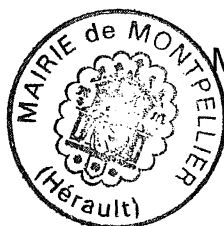
Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le jeudi 21 juillet 2011

Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint au Maire,



Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011
Notifié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Lavande

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-6, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue de la Lavande (voie incluse dans la zone 30 "Mion").

Article 2 :

La Rue de la Lavande est une voie en impasse depuis la Rue des Primevères vers et jusqu'à l'Impasse des Marmousets.

Article 3 :

À l'intersection de la Rue de la Lavande et du Boulevard de la Perruque, les conducteurs circulant sur la Rue de la Lavande sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé aux emplacements prévus à cet effet Rue de la Lavande :

- côté impair dans sa partie comprise entre l'Impasse des Marmousets et la Rue des Coquelicots
- et côté pair dans sa partie comprise entre la Rue des Coquelicots et le Boulevard de la Perruque.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

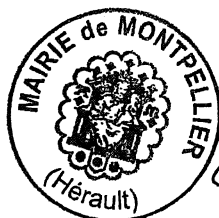
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011

Madame le Maire



Helène MANDROUX

Publié le :

09 AOUT 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Costa Brava

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue de la Costa Brava dans sa partie comprise entre le Boulevard Pedro de Luna et la Rue des Fourbisseurs.

Article 2 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue de la Costa Brava et du Boulevard Pedro de Luna.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 3 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue de la Costa Brava des deux côtés .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Rue de la Costa Brava côté impair au n° 1 (1 place(s)) et au n° 11 (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le :

09 AOÛT 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Circulation interdite Impasse des Marmousets

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions pour réserver certaines voies à la circulation exclusive des véhicules non motorisés et des piétons ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation est interdite Impasse des Marmousets.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011



Madame le Maire

[Signature]
Hélène MANDROUX

Publié le : 09 AOUT 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue des Clématites

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-6, R. 417-11, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-P283 du 25 janvier 2010, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la Rue des Clématites ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue des Clématites (voie incluse dans la zone 30 "Mion").

Article 2 :

La Rue des Clématites est une voie en impasse depuis la Rue des Primevères vers et jusqu'à l'Impasse des Marmousets.

Article 3 :

À l'intersection de la Rue des Clématites et du Boulevard de la Perruque, les conducteurs circulant sur la Rue des Clématites sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue des Clématites côté impair au droit du n°17.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 5 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue des Clématites :

- côté impair dans sa partie comprise entre l'Impasse des Marmousets et la Rue des Boutons d'Or
- et côté pair dans sa partie comprise entre la Rue des Boutons d'Or et le Boulevard de la Perruque.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-P283 du **25 janvier 2010** susvisé, est abrogé.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 09 AOUT 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Avenue de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 août 2011** et jusqu'au **26 août 2011** inclus, Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre la Rue d'Alco et la Rue de Las Sorbes, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 5 :

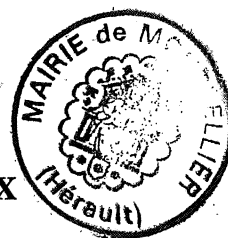
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le : 26 JUIL. 2011

1/170122 g envoyé

PREUVE DE DÉPÔT
A CONSERVER PAR LE CLIENT

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION



Numéro de l'envoi : 2C 036 539 1712 1



Destinataire



Identité ou raison sociale
Arnaud Alexis
France le le con
Adresse
28 Avenue Eiffel
707 av du Maréchal
34933 Montpellier cedex
Code postal
34933
Commune
Montpellier

Présentation le : / /
Distribution le : / /
Signature du destinataire ou du mandataire (précisez nom et prénom)

Date :
Prix :
CRBT :
Niveau de garantie (valeur au dos) : R1 ☒ R2 ☐ R3 ☐

PREUVE DE DISTRIBUTION

Expéditeur
Mairie de Montpellier
Identité ou raison sociale
Voie Subt / Petit Vieux 1135
Libellé de la voie
N° 1 Place François Bonge
Code postal
34064
Commune
Montpellier

Utiliser uniquement un STYLO A BILLE en appuyant fortement
LETTRE PRIORITAIRE
LA POSTE AGRÈMENT N° C807
RCS PARIS 356 000 000

Cadres réservés à La Poste

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

2223 Boulevard Paul Valéry

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1^{er} Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de fonction à Monsieur Max Léviça, adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Serge Fleurence,
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du mercredi 20 juillet 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. MORENO Alexis, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Extension de réseau.

Localisation : 2223 Boulevard Paul Valéry.

Linéaire : 36 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique

(règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recatement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le jeudi 21 juillet 2011

Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint au Maire,

Max LEVITA



Publié le :
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Saint Charles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **28 août 2011** inclus, l'Avenue Saint Charles est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Professeur Henri Serre, emprunte :

- la Rue Auguste Broussonnet
- l'Avenue Chancel

et se termine sur l'Avenue Saint Charles.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM.

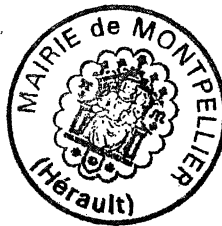
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011



Madame le Maire


**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 26 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5842

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Bonnard et Rue Auguste Broussonnet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM. ;

Arrête :

Article 1er :

Du 08 août 2011 au 28 août 2011 à l'intersection de la Rue Bonnard et de la Rue Auguste Broussonnet, les conducteurs circulant sur la Rue Bonnard sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Du 08 août 2011 au 28 août 2011 il est interdit de tourner à droite dans la Rue Auguste Broussonnet pour tous les véhicules venant de la Rue Bonnard.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

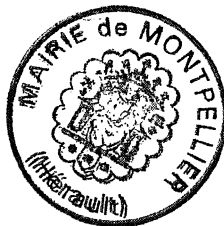
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5845

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Auguste Broussonnet et Avenue Chancel

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

Du 08 août 2011 au 28 août 2011 à l'intersection de la Rue Auguste Broussonnet et de l'Avenue Chancel , les conducteurs circulant sur la Rue Auguste Broussonnet en provenance du Carrefour Jules Rimet sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Du 08 août 2011 au 28 août 2011 à l'intersection de la Rue Auguste Broussonnet et de l'Avenue Chancel, les conducteurs circulant sur l'Avenue Chancel sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Du 08 août 2011 au 28 août 2011 il est interdit de tourner à droite dans la Rue Auguste Broussonnet pour tous les véhicules venant de l'Avenue Chancel.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 6 :

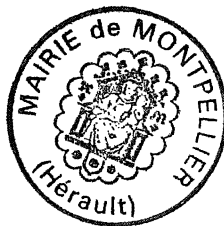
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 26 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5846

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Stop Avenue Chancel et Avenue Saint Charles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

Du **08 août 2011** au **28 août 2011** à l'intersection de l'Avenue Chancel et de l'Avenue Saint Charles, les conducteurs circulant sur l'Avenue Saint Charles sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Moulin de Sémalen

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension de réseau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 août 2011** et jusqu'au **27 août 2011** inclus, la Rue du Moulin de Sémalen est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 2 6 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5838

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Sarrail

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de mise en place de MUPI à la demande de JC DECAUX ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **15 août 2011** inclus, le Boulevard Sarrail est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de JC DECAUX

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 2 6 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Jean Mermoz

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mise en place de MUPI à la demande de JC DECAUX ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 juillet 2011** et jusqu'au **15 août 2011** inclus, l'Avenue Jean Mermoz est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la bretelle d'accès à l'Allée Henri II de Montmorency est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de JC DECAUX

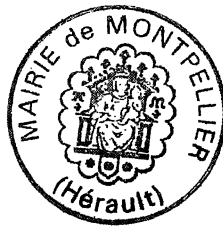
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 juillet 2011



Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Lodève et Rue de Las Sorbes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5805 du **20 juillet 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

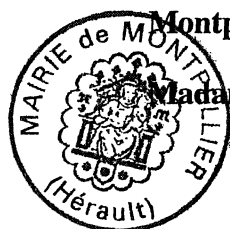
Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 août 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5805 du **20 juillet 2011** sont prorogées jusqu'au **10 août 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 22 juillet 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5855

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'urgence au cinéma Nestor Burma à la demande de la ville, D.A.I ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, Rue Icard dans le sens de la Rue Marcellin Albert vers la Rue du Bassin, un sens interdit est institué.

Article 2 :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **30 juillet 2011** inclus, Rue du Bassin dans sa partie comprise entre la Rue Marcellin Albert et la Rue Icard un double sens de circulation sera mis en place.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la D.A.I.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juillet 2011



~~Madame le Maire~~


Helène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Recambale

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'élagage de la végétation à la demande de la DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, l'Avenue de la Recambale dans sa partie comprise entre la Rue de la Croix des Rosiers et la Rue du Pont de Lavérune (bretelle d'accès de l'avenue de la Liberté vers l'avenue de la Recambale) est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h à 16h.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, Avenue de la Recambale dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lavérune et la station TOTAL, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 16h.**

Article 3 :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, Avenue de la Recambale dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lavérune et station TOTAL, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE


Article 6 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 Juillet 2011

Mairie de Montpellier
Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA



Publié le : 26 JUL. 2011

Délégations de signature
Département du Cabinet du Maire
Abroge et remplace l'arrêté n°2010/1013/T/R

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu l'article L 2122-19 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'organigramme des services de la Ville de Montpellier et les avis du comité technique paritaire ;
- Vu la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 dite de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures ;
- Vu la délibération n° 2010/390 modifiant la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation au Maire ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

Article 1.1 : Dans le cadre de l'organisation des services de la Ville de Montpellier, le Cabinet du Maire est composé de :

- La Direction des Relations Internationales
- La Direction du Protocole
- La Direction de la Communication

Article 1.2 : Monsieur Gilles BOULET, Directeur de cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité pour le département placé sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévus aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 193 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

En cas d'absence et d'empêchement de monsieur Gilles BOULET, Directeur de Cabinet, la délégation qui lui est consentie sera exercée par monsieur Daniel ANDERSCH, Directeur adjoint de cabinet et monsieur Yann LABAÏ Chef de cabinet.

Article 1.3 : Monsieur Daniel ANDERSCH, Directeur adjoint de cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département du cabinet du Maire :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

En cas d'absence et d'empêchement la délégation qui lui est consentie sera exercée par Monsieur Yann LABAT Chef de cabinet.

Article 1.4 :

Monsieur Yann LABAT, Chef de cabinet, Directeur du Protocole, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité pour le département du cabinet du Maire :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

En cas d'absence et d'empêchement la délégation qui lui est consentie sera exercée par monsieur Daniel ANDERSCH, Directeur adjoint de cabinet

Article 2 :

Madame Carine BOUGNAGUE, Directrice des relations internationales, reçoit, sous ma surveillance et responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- délégation à effet de signer tous les documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil municipal, des décisions au sens de l'article L 2122-22 du CGCT et des arrêtés du Maire.
- en matière de marchés publics, délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, exécution et règlement des marchés passés selon une procédure adaptée prévue aux articles 28 et 30 du code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 90 000 euros HT. Au surplus, délégation de signature pour l'attribution des marchés dont le montant est inférieur à 4000 euros HT.
- délégation de signature pour l'ensemble des réponses aux demandes des usagers.
- délégation de signature pour les bons de commande et pour la certification de la conformité et l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des mandats de paiement.

Article 3 :

Le présent arrêté abroge les précédents arrêtés de délégation de signature pris pour les différents agents cités.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22.07.2011


Madame le Maire,
Hélène MANDROUX

Publié le :

Notifié le :

Brice LACOMBE
Adjoint technique 2ème classe



Nommé dans le grade d'Agent de maîtrise

Madame le Maire de la Ville de Montpellier

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée par la loi n° 87-529 du 13 juillet 1987 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
- VU le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;
- VU l'attestation de réussite au concours d'agent de maîtrise du centre de gestion de la fonction publique territoriale du département de l'Hérault;
- VU la vacance d'un poste d'agent de maîtrise ;
- VU l'arrêté municipal en date du 21 juillet 2011 titularisant Monsieur Brice LACOMBE, adjoint technique 2^{ème} classe, 3^{ème} échelon, le 1^{er} juillet 2011 ;

Arrête

Article 1.

Monsieur Brice LACOMBE, Adjoint technique 2^{ème} classe, Echelle 3, 3^{ème} échelon, indice brut 299, indice majoré 297 est nommé **Agent de maîtrise**, Echelle 5, 3^{ème} échelon, indice brut 307, indice majoré 299, à compter du 1^{er} juillet 2011. L'intéressé conserve dans son échelon une ancienneté au 11 avril 2011.

Article 2.

Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 juillet 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Notifié le :

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification : soit d'un recours gracieux auprès du Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Peter Benenson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5332 du **18 mai 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 août 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5332 du **18 mai 2011** sont prorogées jusqu'au **02 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juillet 2011



Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

26 JUL 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5850

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Sens unique Rue Auguste Broussonnet

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **28 août 2011** inclus, Rue Auguste Broussonnet dans le sens de la Rue Professeur Henri Serre vers l'Avenue Chancel, un sens unique est institué.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Quai du Verdanson

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **28 août 2011** inclus, la circulation est interdite Quai du Verdanson dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Fabre et la Place Albert 1er.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Quai du Verdanson, emprunte :

- le Quai des Tanneurs

et se termine sur le Quai du Verdanson.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

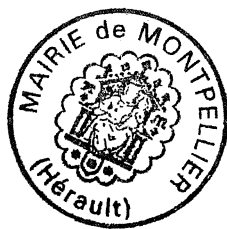
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5852

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Quai des Tanneurs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **28 août 2011** inclus, le Quai des Tanneurs dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Fabre et la Place Albert 1er est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

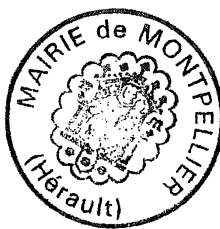
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Travaux nocturnes d'utilité publique Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux préparatoires de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 juillet 2011** et jusqu'au **31 décembre 2011** inclus, la réalisation de travaux est autorisée à partir de 06h00 sur l'Avenue de Lodève, la Place Leroy-Beaulieu, le Cours Gambetta, la Rue André Michel, la Place Saint Denis, la Rue du Faubourg de la Saunerie, le Boulevard du Jeu de Paume, le Boulevard de l'Observatoire, la Rue de la République et la Rue Jules Ferry.

Article 2 :

Les engins de chantiers doivent répondre à la réglementation en vigueur concernant leur homologation et la limitation de leur niveau sonore. Leurs conditions d'emplois doivent permettre le respect de ces normes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 26 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5854

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Travaux nocturnes d'utilité publique Avenue Saint Charles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux préparatoires de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **26 août 2011** inclus, la réalisation de travaux est autorisée à partir de 06h00 sur l'Avenue Saint Charles

Article 2 :

Les engins de chantiers doivent répondre à la réglementation en vigueur concernant leur homologation et la limitation de leur niveau sonore. Leurs conditions d'emplois doivent permettre le respect de ces normes.

Article 3 :

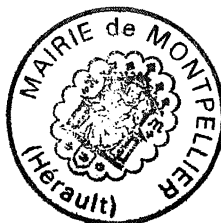
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 22 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 26 JUIL. 2011

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n°2011/1971/T/R

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant M. Jacques
MARTIN le 10 aout 2011**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 2 avril 2008 donnant délégation à Madame le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2009/131 du 30 mars 2009 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du mercredi 10 Aout 2011 à 15 heures ;

Arrête :

Article 1^{er} :

- Monsieur Jacques MARTIN, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du mercredi 10 Aout 2011 à 15 heures ;

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le

28.07.2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le :
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Croix du Capitaine

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'abattage d'un Platane à la demande de la DIPAN.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, l'Avenue de la Croix du Capitaine dans sa partie comprise entre la Rue Edouard VII et la Rue de Font Couverte est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SERPE.

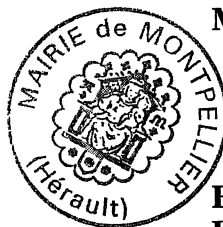
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 JUILLET 2011



Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
L'adjoint au Maire
Max LEVITA

Publié le : 28 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Travaux nocturnes d'utilité publique Avenue Bouisson-Bertrand

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux préparatoires de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 08 août 2011 et jusqu'au 28 août 2011 inclus, la réalisation de travaux est autorisée à partir de 06h00 dans l'Avenue Bouisson-Bertrand

Article 2 :

Les engins de chantiers doivent répondre à la réglementation en vigueur concernant leur homologation et la limitation de leur niveau sonore. Leurs conditions d'emplois doivent permettre le respect de ces normes.

Article 3 :

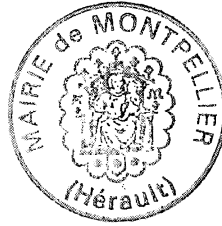
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 27 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Professeur Henri Serre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 juillet 2011** et jusqu'au **28 août 2011** inclus, la Rue Professeur Henri Serre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

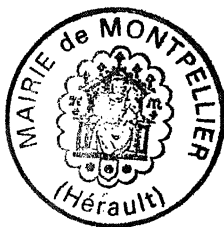
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 27 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la République

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **31 juillet 2011**, Rue de la République entre le n° 12 et le n° 18, le stationnement est interdit.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de madame RICAUD Marie.

Article 4 :

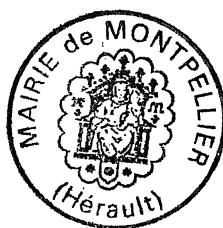
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 27 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Jeu de Mail des Abbés

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Jeu de Mail des Abbés dans sa partie comprise entre la Rue Beau Séjour et l'Avenue de Castelnau.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Jeu de Mail des Abbés, emprunte :

- l'Avenue de Saint Lazare
- et se termine sur l'Avenue de Castelnau.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

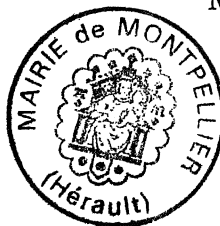
Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 27 JUIL. 2011



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier. ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Lunaret dans sa partie comprise entre la Rue Abert et la Rue du Jeu de Mail des Abbés
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue de Castelnau dans sa partie comprise entre la Rue Proudhon et la Rue du Jeu de Mail des Abbés
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 3 :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue du Jeu de Mail des Abbés

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 4 :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Max Mousseron

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 5 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Saint Lazare, emprunte :

- la Rue de Ferran
- l'Avenue de la Justice de Castelnau

et se termine sur la Rue de Montasinos.

Article 6 :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, Rue du Jeu de Mail des Abbés dans sa partie comprise entre la Rue Beau Séjour et la Rue de Nazareth, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

La libération de la voie se fera au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 9 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

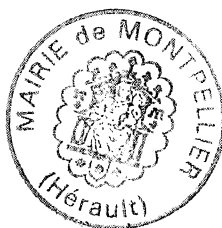
Article 10 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 27 JUIL. 2011



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Lakanal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **23 août 2011** inclus, la Rue Lakanal dans sa partie comprise entre la Rue d'Aubeterre et la Rue Renaud de Villeneuve est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue d'Aubeterre, emprunte :

- la Rue de Ferrare

et se termine sur la Rue Ferdinand Fabre.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise Malet

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

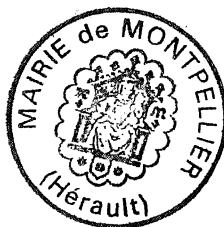
Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 27 JUIL. 2011



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Colin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de construction d'un bâtiment à la demande de la SCI Les Glycines ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **01 septembre 2012** inclus, Rue Colin, le stationnement est interdit face au n° 13bis

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Fondeville.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard de la Perruque

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **02 août 2011** inclus, la circulation est interdite Boulevard de la Perruque dans sa partie comprise entre la Rue des Payroliers et l'Avenue des Prés d'Arènes.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de Avenue Albert Dubout. Cette déviation débute sur l'Avenue Albert Dubout, emprunte :

- l'Avenue de la Liberté
- la Place du Huit Mai 1945

et se termine sur l'Avenue de la Liberté.

L'accès au Boulevard de la Perruque depuis l'Avenue des Prés d'Arènes se fait depuis la bretelle en contre bas du carrefour.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Sens unique Rue de Saint Hilaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **19 août 2011** inclus, Rue de Saint Hilaire dans le sens de l'Impasse de l'Autan vers l'Avenue de Palavas, un sens unique est institué.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUIL. 2011

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : A.CABASSUT
Poste : 41 79
Envoi Bordereau le : 26/07/2011

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2011/1726/T/N

2

Elu :
Monsieur TSITSONIS

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

1

Ville de
Montpellier

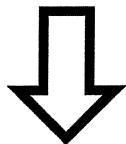


**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : A.CABASSUT
Poste : 41 79
Envoi Bordereau le : 26/07/2011

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2011/1724/T/N

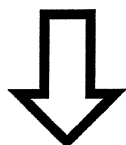


2

Elu :

Monsieur FLEURENCE

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

1

Ville de
Montpellier

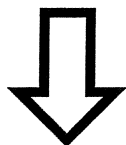


**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : A.CABASSUT
Poste : 41 79
Envoi Bordereau le : 26/07/2011

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2011/1725/T/N



2

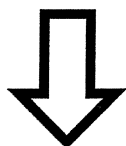
Elu :

Madame QVISTGAARD

Signature (obligatoire)

Reçu le

20/07/2011



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : A.CABASSUT
Poste : 41 79
Envoi Bordereau le : 26/07/2011

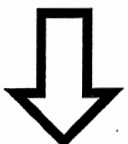
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2011/1728/T/N

2

Elu :
Madame BOYER

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remplacement de garde corps à la demande de URBAN ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, l'Avenue de la Liberté dans sa partie comprise entre Carrefour des Alizés et le Pont Bertrand Garipuy est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 16h00**.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de URBAN.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Et par délégation

l'Adjoint au Maire

Max LEVITA

Publié le : 28 JUL. 2011

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T5873

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Auguste Comte**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2009/NT/R/DGU-T1623 du **09 décembre 2009** ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT la demande l'abrogation des services de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

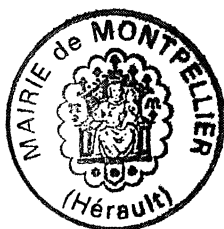
À compter du **01 août 2011**, l'arrêté 2009/NT/R/DGU-T1623 du **09 décembre 2009** est abrogé.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011

**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le : 28 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5874

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Emile Zola

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-T1809 du 12 janvier 2010 ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 01 août 2011 et jusqu'au 31 août 2011 inclus, la circulation est interdite Rue Emile Zola

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place Pierre Flotte, emprunte :

- la Rue Auguste Comte
- la Place Leroy-Beaulieu

et se termine sur le Cours Gambetta.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-T1809 du **12 janvier 2010**, est abrogé.

Article 6 :

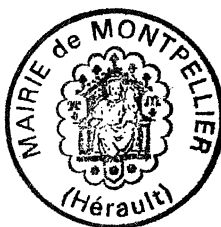
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5875

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Stop Cours Gambetta et Rue Emile Zola

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-6 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

Du **01 septembre 2011** au **31 décembre 2011** à l'intersection de la Rue Emile Zola et du Cours Gambetta, les conducteurs circulant sur la Rue Emile Zola sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

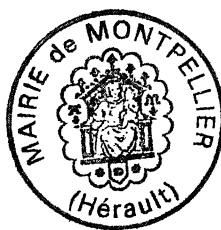
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Cédez le passage Place Leroy-Beaulieu et Rue Guillaume Pellicier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 415-7 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

Du **01 août 2011** au **31 décembre 2011** à l'intersection de la Place Leroy-Beaulieu et de la Rue Guillaume Pellicier, les conducteurs circulant sur la Place Leroy-Beaulieu sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

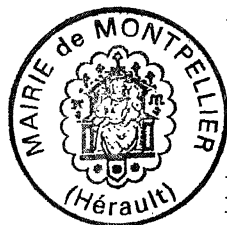
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011



Madame le Maire


**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 28 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Carré du Roi

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réhabilitation de bâtiment à la demande des Cours Diderot ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 août 2011** et jusqu'au **09 septembre 2011** inclus, la Rue du Carré du Roi dans sa partie comprise entre la Rue Eugène Varlin et Plan Narcissa est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite sur la voie de circulation ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit des deux côtés ;
- la déviation des véhicules se fera en lieu et place du stationnement, côté pair.
- le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des Cours Diderot.

Article 4 :

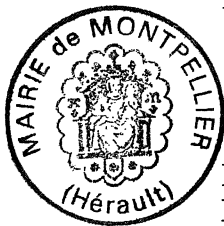
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Puech Villa et Avenue des Apothicaires

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier. ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'entretien d'espaces verts à la demande de la Dipan.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, la Rue de Puech Villa sur la voie de gauche dans les deux sens de circulation est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h à 17h.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h à 17h.**

Article 2 :

À compter du **08 août 2011** et jusqu'au **12 août 2011** inclus, l'Avenue des Apothicaires sur la voie de gauche dans les deux sens de circulation est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h à 17h.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h à 17h.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SARIVIERE.

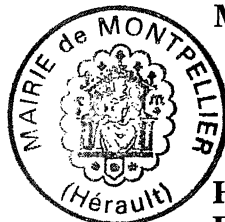
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 28 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Centrayrargues

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **19 août 2011** inclus, la Rue de Centrayrargues, au niveau de l'intersection avec la Rue Saint Hilaire, est mise en impasse.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Chemin de Moularès, emprunte :

- l'Avenue du Pont Trinquat

et se termine sur la Rue de Saint Hilaire.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

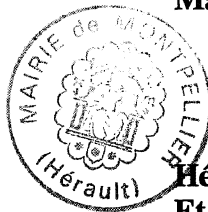
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

28 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Joseph Delteil

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011T4541 du **28 janvier 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 juin 2011** les dispositions de l'arrêté 2011T4541 du **28 janvier 2011** sont prorogées jusqu'au **02 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

28 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Mèlèzes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4542 du **28 janvier 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

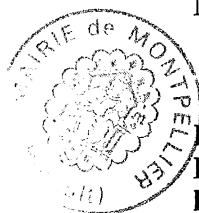
À compter du **28 juin 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T4542 du **28 janvier 2011** sont prorogées jusqu'au **02 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011

Madame le Maire



[Signature]
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rues diverses secteur Prés d'arènes - Quartier Saint Martin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 juillet 2011** et jusqu'au **31 août 2011** inclus, la circulation est interdite :

- **Rue des Catalpas** : déviation mise en place par la Rue Georges Bizet.
- **Rue des Anoubles** : déviation mise en place par l'Avenue du Maréchal Leclerc, Rue des Catalpas et Rue Georges Bizet.
- **Rue des Tulipes** : déviation mise en place par la Rue des Pivoines.
- **Rue des Campanules** : déviation mise en place par la Rue des Pivoines.

À compter du **29 août 2011** et jusqu'au **25 septembre 2011** inclus, la circulation est interdite :

- **Rue des Abricotiers** : déviation mise en place par la Rue des Campanules.
- **Rue Georges Bizet** : déviation mise en place par la Rue des Catalpas.
- **Rue des Pivoines** : déviation mise en place par la Rue des Tulipes.
- **Rue des Cyprès** : déviation mise en place par la Rue des Campanules.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 4 :

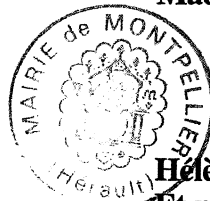
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Parc Montcalm PARKING

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de l'organisation du championnat de France Tir à l'arc, à la demande de Montpellier Arc Club ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **29 août 2011** inclus, Parc Montcalm, le stationnement est interdit sur le parking sauf : pour les organisateurs: **Montpellier Arc Club**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **Montpellier Arc Club**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 Juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 28 JUIL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5885

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Vanières

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'article municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réparation de glissières de sécurité, à la demande du Service Voirie.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, l'Avenue de Vanières dans sa partie comprise entre la Rue du Pas du Loup et la Rue de Bugarel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l' entreprise AGILIS.

Article 4 :

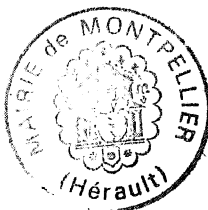
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
L' adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5884

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5756 du **11 juillet 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de divers travaux de reprise de chaussée et de renouvellement de réseaux, à la demande de ERDF, Ingénierie et du Service Voirie;

Arrête :

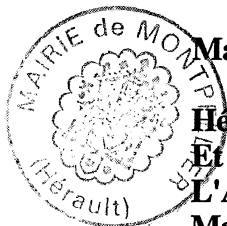
Article 1er :

À compter du **12 août 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5756 du **11 juillet 2011** sont prorogées jusqu'au **30 septembre 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 Juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX
Et par délégation
L'Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 29 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5883

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Albert Dubout

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de glissières de sécurité à la demande de AGILIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **04 août 2011** inclus, l'Avenue Albert Dubout dans sa partie comprise entre l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli et l'Avenue du Maréchal Leclerc est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AGILIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de football FRANCE-CHILI, au STADE DE LA MOSSON ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 15 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Mercredi 10 août 2011 FRANCE-CHILI

Le coup d'envoi du match sera donné à 21 heures.

Article 2 :

Le **10 août 2011**, l'Avenue de Heidelberg partie limitée par l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- La circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables 3 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 7 heures.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus et aux services de secours.

Article 3 :

Le **10 août 2011**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue des Planètes et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits. Ces dispositions sont applicables 8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **10 août 2011**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Barcelone et l'avenue de Louisville, sur le parking situé du côté du marché, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables 8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **10 août 2011**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables 8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **10 août 2011**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue du Professeur Blayac, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables 2 heures avant le début du match et pendant 3 heures après la fin du match.

Article 7 :

Le **10 août 2011**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-point d'Alco, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 8 :

Le **10 août 2011**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 9 :

Le **10 août 2011**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 10 :

Le **10 août 2011**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **2 heures avant le début du match et pendant 3 heures après la fin du match.**

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Article 12 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 14 :

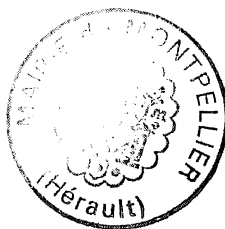
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 15 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 29 JUL. 2011

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5882

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Fournarié

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de branchements à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **05 août 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Fournarié

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Cambacérès, emprunte :

- la Rue Bonnier d'Alco
- la Rue Delpech

et se termine sur la Rue de Girone.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le : 29 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

Rue du Faubourg de Nîmes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1^{er} Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de fonction à Monsieur Max Lévida, adjoint au Maire, en l'absence de Monsieur Serge Fleurence,
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du vendredi 22 juillet 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. ROBERT Mickael, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

ARRETE

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Telecom : Extension de réseau.

Localisation : Rue du Faubourg de Nîmes.

Linéaire : 32 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions

définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

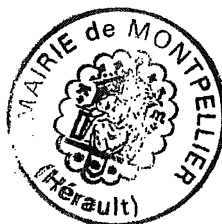
Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le jeudi 28 juillet 2011

Pour Madame le Maire et par délégation,
L' Adjoint au Maire,

Max LEVITA



Publié le :
Notifié le : 02 AOUT 2011

TROISIEME LIGNE DU TRAMWAY

**ETABLISSEMENT DES SERVITUDES D'APPUI-
ACCROCHAGE POUR L'ECLAIRAGE PUBLIC (EP)**

**Autorisation de supports et d'appareillages sur les
propriétés privées**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007, article 23, modifiant le code de la voirie routière quant aux conditions d'extension à d'autres villes des dispositions des articles L. 171-2 à L. 171-11 et R. 171-3 ;
- Vu l'arrêté n° 2007-1-1185 en date du 18 juin 2007 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarant l'utilité publique du projet de 3ème ligne et d'extension ouest de la 1ère ligne du tramway de l'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté n° 2010-I-989 en date du 22 mars 2010 de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarant l'utilité publique de la modification locale du tracé de la ligne 3 du tramway dans le secteur de la Saunerie ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de Montpellier n° 2010-128, en date du 29 mars 2010 autorisant notamment l'application des articles L 171-2 à L 171-11 du Code de la voirie routière sur le territoire de la Ville de Montpellier ;
- Vu le dossier soumis à l'enquête publique du 15 juin au 1^{er} juillet 2011 ;

Arrête :

Article 1^{er} :

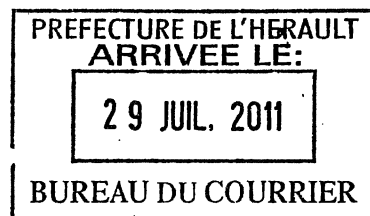
Les servitudes d'appui-accrochage pour éclairage public (EP) sont autorisées conformément aux documents soumis à enquête publique et joints au présent arrêté.

Article 2 :

La Ville de Montpellier est autorisée à exécuter ou faire exécuter ces travaux, et par suite à conduire ou faire conduire toutes les opérations que comportent l'établissement, l'entretien et la surveillance des installations projetées.

Article 3 :

Le présent arrêté vaut avertissement au sens de l'article L. 171-8 du code de la voirie routière. Notification individuelle de cet arrêté sera faite par la Ville de Montpellier aux propriétaires intéressés.



Article 4 :

Les travaux peuvent commencer 3 (trois) jours après la notification individuelle du présent arrêté.
Si ces travaux ne sont pas commencés dans les 15 (quinze) jours après la notification individuelle du présent arrêté, celui-ci doit être renouvelé.

Le présent arrêté est périmé de plein droit s'il n'est suivi d'un commencement d'exécution dans les 6 (six) mois après sa date ou dans les 3 (trois) mois après sa notification.

Article 5 :

Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 JUL 2011

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

Publié le : 28 JUL 2011

TROISIEME LIGNE DU TRAMWAY

**ETABLISSEMENT DES SERVITUDES D'APPUI-
ACCROCHAGE POUR LA LIGNE AERIENNE DE
CONTACT (LAC)**

**Autorisation de supports et d'appareillages sur les
propriétés privées**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007, article 23, modifiant le code de la voirie routière quant aux conditions d'extension à d'autres villes des dispositions des articles L. 171-2 à L. 171-11 et R. 171-3 ;
- Vu l'arrêté n° 2007-1-1185 en date du 18 juin 2007 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarant l'utilité publique du projet de 3ème ligne et d'extension ouest de la 1ère ligne du tramway de l'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté n° 2010-I-989 en date du 22 mars 2010 de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarant l'utilité publique de la modification locale du tracé de la ligne 3 du tramway dans le secteur de la Saunerie ;
- Vu l'arrêté n° 2010-1-1760 en date du 1^{er} juin 2010 de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, étendant et précisant les compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment en matière d'organisation des transports urbains ;
- Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9344 en date du 12 février 2010 autorisant l'application des articles L 171-2 à L 171-11 du Code de la voirie routière sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu le dossier soumis à l'enquête publique du 15 juin au 1^{er} juillet 2011 ;

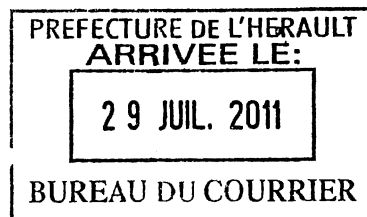
Arrête :

Article 1^{er} :

Les servitudes d'appui-accrochage pour la ligne aérienne de contact (LAC) sont autorisées conformément aux documents soumis à enquête publique et joints au présent arrêté.

Article 2 :

La Ville de Montpellier autorise la Communauté d'Agglomération de Montpellier à exécuter ou faire exécuter ces travaux, et par suite à conduire ou faire conduire toutes les opérations que comportent l'établissement, l'entretien et la surveillance des installations projetées.



Article 3 :

Le présent arrêté vaut avertissement au sens de l'article L. 171-8 du code de la voirie routière. Notification individuelle de cet arrêté sera faite par la Ville de Montpellier aux propriétaires intéressés.

Article 4 :

Les travaux peuvent commencer 3 (trois) jours après la notification individuelle du présent arrêté. Si ces travaux ne sont pas commencés dans les 15 (quinze) jours après la notification individuelle du présent arrêté, celui-ci doit être renouvelé.

Le présent arrêté est périmé de plein droit s'il n'est suivi d'un commencement d'exécution dans les 6 (six) mois après sa date ou dans les 3 (trois) mois après sa notification.

Article 5 :

Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 JUL 2011

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

Publié le : 28 JUL 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5809 du **20 juillet 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de la ligne 3 à la demande de TAM ;

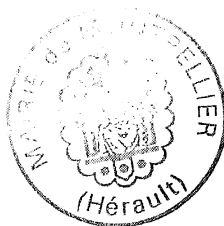
Arrête :

Article 1er :

À compter du **30 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5809 du **20 juillet 2011** sont prorogées jusqu'au **14 août 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 28 juillet 2011

Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUL. 2011

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T5897

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue Paul Bringuier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5808 du **20 juillet 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

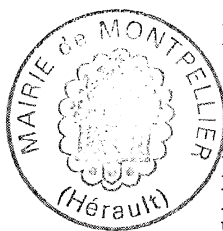
À compter du **30 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5808 du **20 juillet 2011** sont prorogées jusqu'au **07 août 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 juillet 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Passage Armande Béjart

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement réseau à la demande de ERDF. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **30 septembre 2011** inclus, le Passage Armande Béjart dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et la Rue Jean-Baptiste Poquelin dit Molière est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 4 :

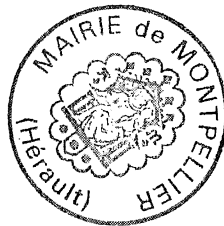
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juillet 2011.

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
L'adjoint au Maire
Max LEVITA

Publié le : 29 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Paul Valéry

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 JUIN 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévitte, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau à la demande de France Telecom. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 août 2011** et jusqu'au **15 septembre 2011** inclus, le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Rue Frères Allegret et la Rue du Pas du Loup est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom.

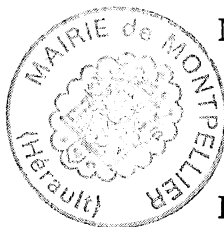
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 Juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
L'adjoint au Maire
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pas du Loup

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement AEP, à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, la Rue du Pas du Loup entre le n° **353** et le n° **447** est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de **Véolia**.

Article 4 :

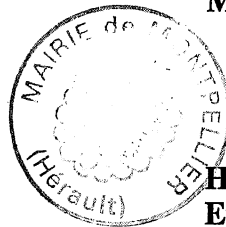
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 Juillet 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUIL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de football MHSC-AUXERRE, au STADE DE LA MOSSON ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 15 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 6 août 2011 MHSC-AUXERRE

Le coup d'envoi du match sera donné à 21 heures.

Article 2 :

Le **06 août 2011**, l'Avenue de Heidelberg partie limitée par l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **3 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 7 heures.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus et aux services de secours.

Article 3 :

Le **06 août 2011**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue des Planètes et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits. Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **06 août 2011**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Barcelone et l'avenue de Louisville, sur le parking situé du côté du marché, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **06 août 2011**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **8 heures avant le début du match et pendant une durée totale de 12 heures .**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **06 août 2011**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue du Professeur Blayac, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **2 heures avant le début du match et pendant 3 heures après la fin du match.**

Article 7 :

Le **06 août 2011**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-point d'Alco, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 8 :

Le **06 août 2011**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 9 :

Le **06 août 2011**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin du match et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 10 :

Le **06 août 2011**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **2 heures avant le début du match et pendant 3 heures après la fin du match.**

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Article 12 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 14 :

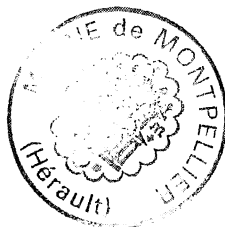
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 15 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juillet 2011

Madame le Maire




Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA

Publié le :

29 JUL 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Limitation de vitesse Avenue de Toulouse

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de divers travaux de voirie, à la demande du Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **31 août 2012** inclus, Avenue de Toulouse dans sa partie comprise entre l'Impasse Armande Bejart et la Place Flandres-Dunkerque, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service voirie.

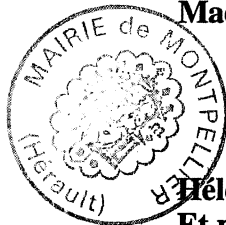
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 Juillet 2011



Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Et par délégation
l'Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUL. 2011



Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° 2011/2032/ML

**Remplacement d'un membre du Conseil
d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale
de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu l'article L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu les articles R.123-11, R.123-12 et R.123-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008 fixant à huit le nombre d'administrateurs du CCAS ;
- Vu l'affichage en Mairie en date du 25 mars 2008 ;
- Vu l'arrêté n°2008/1291 en date du 23 avril 2008 ;
- Vu le décès d'André THIBAUT le 25 avril 2011, administrateur au sein du Conseil d'Administration du CCAS de Montpellier en tant que personne participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune ;
- Vu l'affichage en Mairie en date du 4 mai 2011 ;

Arrête :

Article 1^{er} : Est nommé membre du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale :

Madame Françoise VEZINHET, en qualité de que personne qualifiée participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune ;

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 :

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la durée du mandat des membres nommés par le Maire est la même que celle du mandat des administrateurs issus du Conseil municipal.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à chacune des personnes concernées.

Article 5 :

Le Directeur Général des Services Mairie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28/07/2011
Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publié le : 29/07/2011
Notifié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-
T5887

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5797 du **19 juillet 2011** ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation des services de la TAM ;

Arrête :

Article 1er :

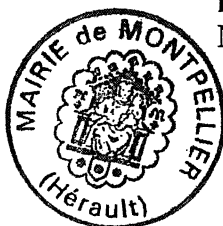
À compter du **29 juillet 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T5797 du **19 juillet 2011** sont prorogées jusqu'au **12 août 2011** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juillet 2011

**Madame le Maire
Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**



Publié le : 29 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Anatole France

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 août 2011** et jusqu'au **31 août 2011** inclus, la Rue Anatole France est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

Article 4 :

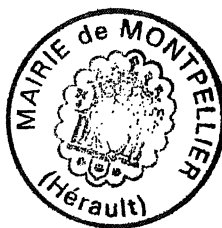
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Bel Air

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension de réseau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, la Rue du Bel Air est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Professeur Delage et se termine sur le Boulevard Ernest Renan.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

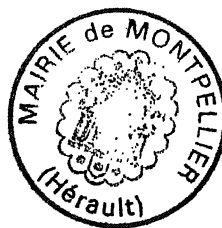
Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juillet 2011



Madame le Maire

**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue des Trésoriers de France

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de réseau à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 septembre 2011** et jusqu'au **16 septembre 2011** inclus, Rue des Trésoriers de France, la circulation est interdite.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

Article 4 :

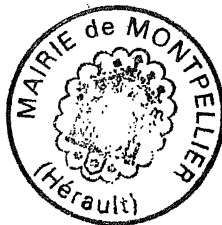
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juillet 2011

Madame le Maire




**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Publié le : 29 JUL. 2011

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'une animation de quartier à la demande de l'Association Bout' Entrain ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 septembre 2011**, la circulation est interdite sur :

- la Rue d'Obsen ;
- la Rue du Faubourg Boutonnet dans sa partie comprise entre la Rue de Cronstadt et la Place Henri Krasucki.

Ces dispositions sont applicables **de 14h à minuit.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Le **24 septembre 2011**, la circulation est interdite sur :

- la Place Henri Krasucki ;
- la Rue Marie Caizergues dans sa partie comprise entre la Rue Pouget et la Place Henri Krasucki ;
- la Rue Lakanal dans sa partie comprise entre la Place Henri Krasucki et la Rue des Abeilles.

Ces dispositions sont applicables **de 14h à minuit.**

Article 3 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- en provenance de la rue du Faubourg Boutonnet par :
 - la Rue de Cronstadt
 - la Rue Nozeran
- en provenance de la rue Marie Caizergues par :
 - la Rue des Abeilles

Article 4 :

Le **24 septembre 2011**, Rue Pouget dans le sens de la Rue Marie Caizergues vers la Rue Paul Dukas, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **de 14h à minuit.**

Article 5 :

Le **24 septembre 2011**, Rue Lakanal dans sa partie comprise entre la Place Henri Krasucki et la Rue des Abeilles, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 14h à minuit.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

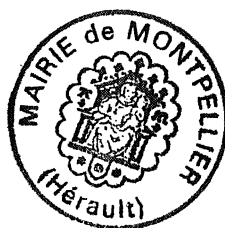
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association Bout'Entrain

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 28 juillet 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX
Et par délégation
l' Adjoint au Maire,
Max LEVITA**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 4 avril 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, 1er Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- 2 voies de circulation alternativement sont interdites à la circulation générale ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, l'Avenue Henri Marès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- 2 voies de circulation alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 3 :

À compter du **22 août 2011** et jusqu'au **02 septembre 2011** inclus, la Rue Paul Rimbaud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- 2 voies de circulation alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises EUROVIA.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 29 juillet 2011



Madame le Maire


Hélène MANDROUX
Et par délégation
le Premier Adjoint,
Serge FLEURENCE

Publié le : 03 AOUT 2011

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
du 25 juillet 2011**

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune de réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

**Numéro de Synthèse de la décision
la décision**

- 2011/0168** Rétrocession de case de columbarium - Acte 34754 - Bloc B n°8 du 3°rang
- 2011/0216** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée restauration de quatre tableaux classés aux Monuments Historiques Eglise Saint Roch, pour un montant de 32 860.00 € HT.
- 2011/0227** De confier le marché 1M279 «Réalisation de la deuxième tranche de jardins familiaux - Berges de Rieucolon» à l'entreprise Sport Environnement pour le lot 1 pour un montant de 21 962 € HT et pour le lot 2 pour un montant de 22 280 € HT, l'entreprise ACS Protect pour le lot 3 pour un montant de 13 516.02 € HT et l'entreprise Pousse Clanet pour le lot 4 pour un montant de 11 790.80 € HT.
- 2011/0228** Aires de jeu, champs de tension au Pavillon populaire du 25 février au 24 avril 2011 Avenant au contrat de commissariat d'exposition: Frais de mise en œuvre de l'exposition Frais de mise en œuvre de l'exposition, remboursement au commissaire d'exposition pour un montant maximum de 4 000.00 € TTC.
- 2011/0235** D'attribuer un marché de surveillance organisée du patrimoine ouvrages d'art et de soutènement à l'entreprise SEDOA pour un montant de 87695 € HT.
- 2011/0236** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens Convention de mise à disposition de la Galerie Saint Ravy du 26 mai au 7 juin à Mme Mounia Kansoussi.
- 2011/0238** Théâtre Jean Vilar Contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles Conventions d'interventions artistiques pour un montant global de 3 560.02 € HT.
- 2011/0239** Comédie du Livre 2011 Contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles pour un montant global de 2 530.00 €.
- 2011/0240** Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy à Mme Roxane GIRE, du 8 au 21 juin 2011.
- 2011/0241** Contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles avec les compagnies L'Atalante et MTP MEMAP pour un montant global de 26 301.67 € HT.
- 2011/0242** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Montpellier - désordres groupe scolaire Anthonioz De Gaulle - Jean Jaurès.
- 2011/0243** Brassai en Amérique 1957 au Pavillon Populaire du 17 juin au 30 octobre 2011 Contrat de commissariat d'exposition avec Agnès de Gouvion Saint-Cyr, pour un montant de 8 000.00 € d'honoraires et 1 000,00 € maximum de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration.
- 2011/0244** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Montpellier - presbytère Saint Mathieu (référé préventif).

- 2011/0245** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Désordres - Ecole Esope Zac Ovalie (Référé Expertise).
- 2011/0246** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée Formation : Climatisation : exploitation et dépannage pour le Service Energie Entreprise retenue : GRETA de Montpellier.
- 2011/0247** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: Réalisation et coédition de deux catalogues pour les expositions du Pavillon Populaire, pour un montant de 38 700.00 € HT.
- 2011/0248** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée Formation : perfectionnement chaudière pour le Service Energie Entreprise retenue : GRETA de Montpellier.
- 2011/0249** D'autoriser Union Matériaux à occuper 826 m² issus de la parcelle SA 169 au niveau du rond point Ernest Granier, pour une durée de 3 ans, afin de lui permettre de réaliser des emplacements de stationnement supplémentaires pour l'entreprise située sur une parcelle contigüe, moyennant une redevance de 40 €/m²/an, soit 33.040 €/an.
- 2011/0250** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Eric JALLAS.
- 2011/0251** D'attribuer le marché "nettoyage et entretien du Centre Municipal Garosud" à la société G'NET pour un montant total de commandes maximum de 100 000 € HT, pour une durée d'un an à compter du 18 juin 2011.
- 2011/0252** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Syndicat des copropriétaires de la résidence Le Fragonard et Monsieur Sauveur COGLITORE.
- 2011/0253** D'adopter l'avenant n°1 fixant la superficie des bâtiments à 441 357 m² et la prime de régularisation à 23 443,63€.
- 2011/0254** Etude Lodève-Liberté. Réalisation d'un relevé photogrammétrique pour un montant de 2750€ HT.
- 2011/0255** D'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du Service Prévention, il convient d'augmenter le montant de l'avance à 7000 € de la régie et d'élargir les modes de paiement.
- 2011/0257** D'attribuer un MAPA concernant la réparation des carrosseries des véhicules. il s'agit d'un marché à bons de commandes dont la durée initiale est de un an et reconductible deux fois un an. Le montant total maximum estimé des commandes sur la période initiale est de 60.000,00 Euros HT.
- 2011/0258** D'attribuer un MAPA concernant la réalisation des contrôles techniques et périodiques répartis en 2 lots distincts. D'une durée fixe non reconductible de 3 ans sans minimum mais avec un maximum de 85 000 € HT. Dont 55 000 € HT pour le lot n° 1 et 30 000 pour le lot n°2.
- 2011/0259** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: projection de films place Dionysos du 1er au 12 août 2011, manifestation Cinéma sous les Etoiles, pour un montant de 24 672.00 € HT avec la société DECIPRO.
- 2011/0260** D'attribuer un MAPA relatif aux travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur des Affaires Economiques comprenant les bornes alimentaires et le réseau événementiel pour un montant maximum de 75 000€ HT.
- 2011/0261** De confier la mission géotechnique pour la construction du groupe scolaire Parc Marianne au bureau d'études Ginger CEBTP pour un montant de 5 740.00 € HT sur une durée 3 semaines.
- 2011/0262** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Michèle CARRERAS.
- 2011/0263** D'attribuer le marché "achat d'un lecteur reproducteur numériseur de microfilms 16 et 35 mm et de microfiches, d'un ordinateur, d'une imprimante, et d'un logiciel de supervision, à la société MACH 33 DIFFUSION pour un montant d'acquisition de 7 896 € HT , avec un contrat de maintenance associé sur 5 ans" pour un montant de 400 € HT par an, pour une durée d'un mois à compter de sa notification pour la partie acquisition et de 5 ans à compter de la mise en ordre de marche pour la partie maintenance.
- 2011/0264** D'attribuer le marché "achat de produits pharmaceutiques" à la société Pharmacie Chatelets Richemont, pour un montant total de commandes compris entre 30 000 € HT et 89 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification jusqu'au 31/12/2013.

- 2011/0265** Considérant qu'à partir du 1er septembre 2011, les Maisons Pour Tous encaisseront les produits de la vente des cartes animation sport au titre de leurs propres régies de recettes, il convient de mettre fin aux sous-régies de recettes carte animation sports créées dans l'ensemble des Maisons Pour Tous à compter du 31 août 2011.
- 2011/0266** D'attribuer un marché passé selon la procédure adaptée: créations scénographiques déclinées en outils de signalétique et de communication dans le cadre d'expositions photographiques au Pavillon Populaire, pour un montant compris entre 10 000 et 30 000 € pour un an.
- 2011/0267** De choisir un prestataire pour assurer la distribution du journal municipal "Montpellier Notre Ville". A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 16/05/2011, le marché a été attribué à la société Chirripo, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants : valeur technique et prix pour un montant minimum de 30 000€ et maximum de 88 000€ HT.
- 2011/0268** D'approuver le principe de cet avenant de transfert de marchés et d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à le signer.
- 2011/0269** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Larbi DALI.
- 2011/0270** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Jean-Pierre PERTIN.
- 2011/0271** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Montpellier/ Saint Jean de Védas.
- 2011/0273** D'attribuer le marché de «Migration du portail collaboratif de SharePoint 2007 vers SharePoint 2010» à la société LAN-ARCHITECT pour un montant total minimum de 10 000 € HT et maximum de 40 000 € HT pour une durée d'un an reconductible une fois.
- 2011/0274** D'attribuer un marché relatif au spectacle pyrotechnique organisé dans le cadre de la fête nationale 2011.
- 2011/0275** D'ajuster les modalités d'utilisation de la carte professionnelle. En outre il convient d'actualiser les attributaires de la carte (directeur et chef de cabinet).
- 2011/0276** De prendre en charge des honoraires, des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement. Comédie du Livre 2011 Intervention d'auteurs, d'animateurs, de lecteurs et de traducteurs du 27 au 29 mai 2011.
- 2011/0277** D'attribuer un MAPA à Emilie Guldner, agence A contre-pied, pour la coordination et l'accompagnement des conseils scientifiques 2011 du projet de Cité Hippocrate (définition de l'ordre du jour ; Co-animation des conseils; comptes rendus ; création et animation d'une plate forme collaborative de travail) pour un montant de 9000€ TTC.
- 2011/0279** D'attribuer un marché passé selon la procédure adaptée: mission de coordination des systèmes de sécurité incendie, Centre d'Art Contemporain la Panacée, pour un montant de 5 900.00 € HT à l'entreprise QUASSI
- 2011/0280** D'attribuer un marché en vue de prélèvement et d'analyses d'eau du réseau de distribution pour contrôle de potabilité et d'eau chaude sanitaire pour contrôle de légionnelles, aux laboratoires Biofaq pour un montant minimum de 5070 € et un montant maximum de 11 550 €
- 2011/0281** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: prestation de service de transport en Bus de juillet 2011 à fin octobre 2011 pour les centres de loisirs municipaux pour un montant de 65 000€ HT
- 2011/0282** D'attribuer le marché n°1M241 de réalisation d'une étude urbaine sur le secteur Alfonse Juin (Pompignane) à la société Nicolas BOUDIER Architecte, située 10 rue des Amaryllis 34070 Montpellier, pour un montant de 15 800 € HT.
- 2011/0283** La Panacée Cité des Artistes: mission de coordination et de protection de la santé Avenant n°1, pour un montant de 770.00 € HT (augmentation de 4.53 % du contrat initial)
- 2011/0284** De modifier le MAPA n°0M70, visant la durée du marché et à installer un photocopieur dans les locaux de la cuisine centrale, 950 allée de la Martelle, Montpellier
- 2011/0285** De passer avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention de mise à disposition du Stade Yves du Manoir à titre gracieux, du 30 juin au 23 juillet 2011, pour installer l'organisation d'Amaury Sport et le Centre de Presse pour une étape d'arrivée du Tour de France.
- 2011/0286** D'attribuer un marché n° 1M237 pour achat licences Autocad 2011 et Covadis 12 à la société Géomédia

pour un montant de 30 066,00 € HT.

- 2011/0287** Rockstore Pré-achat de 423 exemplaires de l'ouvrage "25 ans du Rockstore" auprès de l'éditeur Au diable Vauvert, pour un montant de 9 991.26 € H.T.
- 2011/0288** Contrat de prêt de 5 millions d'euros auprès du Crédit Coopératif qui annule et remplace le contrat n° 0907460 signé le 27 août 2009 afin de permettre une mobilisation des fonds en 2012.
- 2011/0289** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Epoux BROUWERS.
- 2011/0291** D'attribuer le marché à bons de commande pour des travaux et la maintenance des arrosages des sols sportifs des équipements de la Ville à l'entreprise Debart Irrigation pour un montant minimum de 20 000,00 € HT et un montant maximum de 80 000,00 € HT.
- 2011/0292** D'attribuer à la société Salager/serra un Mapa à bons de commande d'entretien et réparations de matériels de cuisines collectives du service Enfance, pour un montant minimum de 9 500 € et maximum de 30 000 € HT.
- 2011/0293** D'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de rugby de haut niveau à Montpellier saison 2011-2012, au seul prestataire habilité, la SAOS Montpellier Hérault Rugby, pour un montant H.T. de 129 000 €.
- 2011/0294** D'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de football de haut niveau à Montpellier, saison 2011-2012, au seul prestataire habilité, la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant H.T. de 99 370 €.
- 2011/0295** D'attribuer le marché à bons de commande pour la mise en conformité et la sécurité des éclairages des équipements sportifs de la Ville à l'entreprise Multitec pour un montant minimum de 20 000,00 € HT et un montant maximum de 80 000,00 € HT.
- 2011/0297** D'attribuer le marché de transfert de données DWG vers SIG métiers eaux pluviales à IMAGIS Méditerranée pour un montant de 9965 € H.T.
- 2011/0299** D'attribuer les marchés "achat de petit matériel agricole et lubrifiants biodégradables" aux sociétés : - GALLOY, pour le lot 1, pour un montant maximum de commandes de 35 000 € HT - GALLOY, pour le lot 2, pour un montant maximum de commandes de 31 000 € HT - GALLOY, pour le lot 3, pour un montant maximum de commandes de 17 000 € HT - MICHEL EQUIPEMENT, pour le lot 4, pour un montant maximum de commandes de 5 000 € HT pour une durée de 18 mois à compter de leur notification
- 2011/0300** Direction du Génie Urbain : Suite au transfert de l'activité de la société Alpamayo à la société Sogelink, la maintenance Coordin et Coordinweb est assurée par cette dernière.
- 2011/0301** D'attribuer un marché à bons de commande pour la manutention de mobilier spécifique aux établissements scolaires, petite enfance et sportifs de la Ville à l'entreprise TRANSMANUEM pour un montant minimum de 7 500,00 € H.T. et pour un montant maximum de 22 250,00 € H.T.
- 2011/0302** D'attribuer le marché à bons de commande pour la fourniture et la mise en œuvre de préau brises soleil orientables dans les établissements scolaires de la Ville à l'entreprise VIP PLUS pour un montant minimum de 20 000,00 € HT et un montant maximum de 80 000,00 € HT.
- 2011/0303** D'attribuer le marché négocié "achat de matériel d'éclairage public, lanternes de type ROHL" à la société ROLH pour un montant maximum de commandes de 45 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable une fois.
- 2011/0304** D'attribuer le marché négocié "achat de matériel d'éclairage public, lanternes de type COMATELEC" à la société COMATELEC pour un montant maximum de commandes de 70 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable une fois.
- 2011/0306** D'attribuer le marché négocié "achat de matériel d'éclairage public, projecteurs de type WE-EF" à la société WE-EF LUMIERE SARL pour un montant maximum de commandes de 45 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable une fois.



**Direction des Relations
aux Publics**

Administration des
cimetières

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2611/168

Retrocession de case de columbarium

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2010/557/T/R/ du 2 septembre 2010, donnant délégation de signature à Madame Amina Benouargha-Jaffiol ;

Considérant :

- La demande formulée par les deux seuls ayants-droit de la concessionnaire Mme CLAUSNER Simone : Mme Catherine CARAYON, née CLAUSNER, domiciliée à MONTPELLIER, 430 rue Jean Thuile et par M. Daniel CLAUSNER, domicilié à NICE, 33 avenue de la lanterne, en vue d'obtenir la rétrocession à la Ville de Montpellier, moyennant remboursement, de la concession en case de columbarium à 50 ans, située au cimetière St Etienne, Bloc B n°8 du 3^o rang, Acte 34754, que leur mère, Mme CLAUSNER Simone avait acquise le 8 décembre 1987, au prix de 6000 Francs, soit 910 €.
- Qu'à l'appui de leur demande, ils font valoir que leur mère, la concessionnaire, est décédée et inhumée définitivement à Celleneuve et que, d'autre part, les cendres de leur père y ont été également transférées, que la concession de case de columbarium leur est donc devenue inutile,
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à leur requête ;

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession en case de columbarium pour un montant de **491€**. Le calcul du montant de la reprise est le suivant :
La concession en case de columbarium a été acquise le 8/12/1987, pour une durée de 50 ans, et pour un montant de 6000 Francs, soit 910 €.
Pour calculer le montant de la reprise par la Ville, il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat.
La somme de 910 € correspond à 50 ans d'usage, soit 600 mois. Le concessionnaire a disposé de la concession pendant 276 mois et 324 mois restant à courir, ce qui correspond à $(910 \times 324) / 600 = 491$ €.
- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 678, Fonction 920262.

Montpellier, le 06.07.2011

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée**

Amina BENOARGHA-JAFFIOL

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Restauration de quatre tableaux classés aux
Monuments Historiques
Eglise Saint Roch**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la restauration de tableaux classés aux Monuments Historiques de l'église Saint Roch :
 - Lot 1 : saint Roch distribuant ses biens aux pauvres
 - Lot 2 : Conversion de Saint Paul
 - Lot 3 : Saint Roch soignant les pestiférés
 - Lot 4 : Ravisement de Saint Paul
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 24 janvier 2011, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise Malbrel a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 1 et 3 et l'entreprise Capron Scotto l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 2 et 4 ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer comme suit les marchés de restauration de tableaux :
 - Lots 1 et 3 à l'entreprise Malbrel, Le Port, 46100 Capdenac, pour un montant total de 16 550.00 € HT
 - Lots 2 et 4 à l'entreprise Capron Scotto, route d'Alès Baron, 30700 Uzès, pour un montant global de 16 310.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 903, nature 2316 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a cursive 'D' and 'E'.



**Marché de travaux passé selon une procédure adaptée
pour la réalisation de la deuxième tranche de jardins
familiaux - Berges du Rieucoulon -**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/21 du 31 juillet 2009 donnant la délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, Adjoint Délégué ;
- Vu l'article 28 dernier alinéa du Code des marchés publics ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'aménagement de jardins familiaux aux Berges du Rieucoulon ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 11 avril 2011, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, les entreprises suivantes ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
 - o Lot 1 : Terrassements : Entreprise Sport Environnement sise 3024 avenue Albert Einstein 34000 Montpellier ;
 - o Lot 2 : Mobilier bois : Entreprise Sport Environnement sise 3024 avenue Albert Einstein 34000 Montpellier ;
 - o Lot 3 : Serrureries : Entreprise ACS Protect sise 108 Ter rue du Puech 34980 Saint Gely du Fesc ;
 - o Lot 4 : Plantations : Entreprise Pousse Clanet sise avenue Paysagère Maurin 34970 Lattes ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés (1M279) précité aux entreprises ci-dessus pour une durée de 7 mois et pour un montant de :
 - o Lot 1 : Sport Environnement pour un montant de 21 962 € HT
 - o Lot 2 : Sport Environnement pour un montant de 22 280 € HT
 - o Lot 3 : ACS Protect pour un montant de 13 516.02 € HT
 - o Lot 4 : Pousse Clanet pour un montant de 11 790.80 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier section investissement 908 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 23/06/2011
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Serge Fleurence', written diagonally across the page.



**"Aires de jeu, champs de tension" au Pavillon
populaire du 25 février au 24 avril 2011
Avenant au contrat de commissariat d'exposition: Frais
de mise en oeuvre de l'exposition**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;
- Vu la décision n°2010/444 du 25 octobre 2010 autorisant la signature de la convention de commissariat d'exposition avec madame Monika FABER

Considérant :

- Que la Ville a organisé au Pavillon Populaire, du 25 février au 24 avril 2011, une exposition photographique intitulée *Aires de jeu, champs de tension*, exposition placée sous le commissariat de Madame Monika FABER, Conservatrice en chef des collections photographiques de l'Albertina Museum à Vienne (Autriche) ;
- Que la production d'une telle exposition de dimension internationale engendre une avance de frais incontournables pour le commissaire d'exposition, frais qu'il convient de lui rembourser *a posteriori*, sur présentation de justificatifs ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant à la convention de commissariat d'exposition, joint en annexe, pour le remboursement à Madame Monika Faber des frais de production engendrés par l'exposition photographique *Aires de jeu, champs de tension*, pour un montant de 4 000 € TTC maximum et sur présentation de justificatifs ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :

**SURVEILLANCE ORGANISEE DU PATRIMOINE
OUVRAGES D'ART ET DE SOUTÈNEMENT
ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n° 2009-130 du 31 Juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence adjoint au maire ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché de surveillance organisée du patrimoine ouvrages d'art et de soutènement, patrimoine de la Ville de Montpellier,
- qu'à la suite d'une consultation réalisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics en date du 28 Avril 2011, le prestataire SEDOA – 8 rue Gustave Eiffel 34570 Pignan – a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

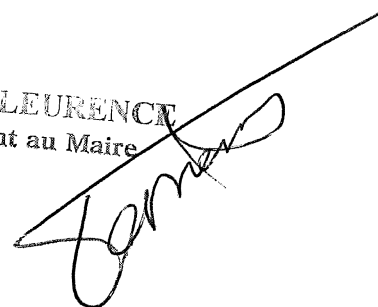
Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à SEDOA pour un montant global et forfaitaire de 87.695 € H.T.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville.

Montpellier, le 27 juin 2011

Publiée le :
Notifiée le :

Serge FLEURENCE
Adjoint au Maire



**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Convention de mise à disposition de la Galerie Saint
Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1
- Vu la délibération N°2010/347 du 26 juillet 2010 approuvant le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Mme Mounia Kansoussi, 5 boulevard Pasteur, 34000 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition de ses œuvres à la galerie Saint Ravy
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes
- Que cette exposition aura lieu du 26 mai au 7 juin 2011

Décide en conséquence :

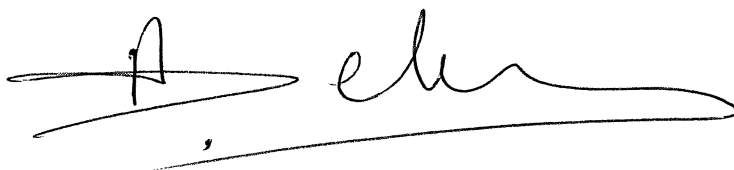
- D'autoriser Mme Mounia Kansoussi à exposer ses œuvres à la galerie Saint Ravy du 26 mai au 7 juin 2011
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Mme Kansoussi a eu préalablement connaissance et qu'elle s'engage à respecter
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/06/2011

Notifiée le :



Théâtre Jean Vilar
Contrats de cession du droit d'exploitation de
spectacles
Conventions d'interventions artistiques

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite de la municipalisation des activités de la Régie des Maisons pour Tous, le théâtre Jean Vilar est désormais rattaché directement à la Ville de Montpellier ;
- Que la programmation 2010-2011 a été réalisée en 2010, avant ce rattachement ;
- Que, dans le cadre de cette programmation, il convient d'acquérir les droits d'exploitation des spectacles retenus ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

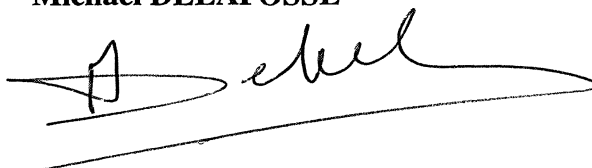
- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle Jeunesse sans Dieu avec la compagnie l'Astrolabe (1990.52 € HT, soit 2 100.00 € TTC) ainsi que la convention d'interventions artistiques autour de ce spectacle (240.80 € HT, soit 288.00 € TTC)
- D'approuver la signature de la convention d'intervention artistique avec l'association Anrat (600 € pour deux conférences et 728.70 € de remboursement de frais de déplacement et de restauration, association non soumise à la TVA)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :





Comédie du Livre 2011
Contrats de cession du droit d'exploitation de
spectacles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise, du 27 au 29 mai 2011, la vingt-sixième édition de la Comédie du Livre, sur le thème des littératures de langue allemande ;
- Que la manifestation s'ouvre cette année au spectacle vivant en proposant, sur la grande pelouse de l'esplanade Charles de Gaulle, un coin lecture, détente et spectacle ;
- Qu'il convient d'acquérir les droits d'exploitation des spectacles retenus dans le cadre de cette manifestation ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du code des marchés publics, ce marché d'un montant de moins de 4000.00 € HT peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver les contrats de cession du droit d'exploitation de spectacle, joints en annexe, avec les producteurs suivants : Association Atelier Théâtre'elles (900.00 € HT), Association Conter (650.00 € HT) et Association Intime Camarade (980.00 € HT) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de la Galerie Saint Ravy**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-1
- Vu la délibération 2010/347 du 26 juillet 2010 approuvant le règlement intérieur de la galerie Saint Ravy
- Vu l'arrêté 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

Considérant :

- Que Mme Roxane GIRE, 60 avenue Albert Dubout, 34000 Montpellier a déposé une demande en vue de procéder à l'exposition de ses œuvres à la galerie Saint Ravy
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes
- Que cette exposition aura lieu du 8 au 21 juin 2011

Décide en conséquence :

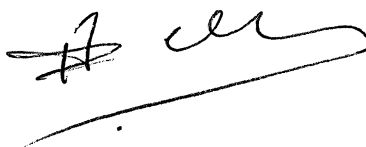
- D'autoriser Mme Roxane GIRE à exposer ses œuvres à la galerie Saint Ravy du 8 au 21 juin 2011
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de la Galerie Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Mme Gire a eu préalablement connaissance et qu'elle s'engage à respecter
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/06/2011

Notifiée le :



Théâtre Jean Vilar
Contrats de cession du droit d'exploitation de
spectacles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite de la municipalisation des activités de la Régie des Maisons pour Tous le théâtre Jean Vilar est désormais rattaché directement à la Ville de Montpellier ;
- Que la programmation 2010-2011 a été réalisée en 2010, avant ce rattachement ;
- Que, dans le cadre de cette programmation, il convient d'acquérir les droits d'exploitation des spectacles retenus ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

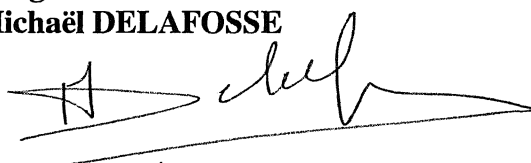
Décide en conséquence :

- D'approuver la signature des contrats de cession des droits d'exploitation de spectacles joints en annexe avec la compagnie L'Atalante (16 800.00 € HT pour douze représentations, 1 424.80 € HT de frais de déplacement et transport de décors, 957.60 € HT de défraiements et 1 226.47 € HT pour deux conférences publiques) et avec la compagnie MTP Memap (4 500 € pour deux représentations, 1 241.60 € de frais de transport et 151.20 € de défraiements, ainsi que l'hébergement des trois artistes le 30 mai au soir) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :

Contentieux
Montpellier - désordres groupe scolaire Anthonioz De
Gaulle - Jean Jaurès
□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que plusieurs points d'infiltration d'eau ont été observés dans la classe n°1 et dans le réfectoire de l'école maternelle du groupe scolaire Anthonioz De Gaulle – Jean Jaurès ;
- Qu'il convient de chercher les causes et origines de ces désordres et de déterminer les responsabilités, et qu'une expertise est dès lors nécessaire ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :



**"Brassaï en Amérique 1957" au Pavillon Populaire du
17 juin au 30 octobre 2011
Contrat de commissariat d'exposition**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la programmation 2011-2013 du Pavillon Populaire est prévue du 17 juin au 30 octobre 2011 une exposition intitulée *Brassaï en Amérique 1957* ;
- Qu'il convient d'organiser le commissariat de cette exposition, l'écriture et le pilotage de la programmation, l'encadrement de l'exposition, en lien avec le commissaire général d'exposition, Monsieur Gilles MORA ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, la Ville souhaite confier cette mission à Madame Agnès de Gouvion Saint-Cyr, grande spécialiste de la photographie moderne et Inspectrice générale pour la photographie auprès du Ministère de la Culture pendant près de trente ans ; Madame de Gouvion Saint-Cyr a par ailleurs été missionnée de manière exclusive par le fonds Brassaï pour représenter la collection de ce grand photographe d'origine hongroise décédé en 1984 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver le contrat de commissariat d'exposition présenté en annexe ;
- De confier cette mission à Madame Agnès de Gouvion Saint-Cyr, pour un montant de 8 000.00 € d'honoraires et 1 000.00 € maximum de frais de recherches, de déplacements, d'hébergement et de restauration ;
- D'imputer la dépense sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20/06/2011

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0244

Presbytère Saint Mathieu
Référé préventif



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que suite aux travaux de ravalement du presbytère Saint Mathieu, sis rue du Calvaire et rue de la Verrerie à Montpellier, la Ville demande au Tribunal la désignation d'un expert afin de constater l'état des propriétés voisines ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :

Contentieux
Désordres - Ecole Esope Zac Ovalie



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

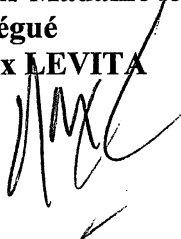
- Que des infiltrations et fissures ont été observées en divers endroits de l'école Esope du groupe scolaire Zac Ovalie ;
- Qu'il convient de chercher les causes et origines de ces désordres et de déterminer les responsabilités ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies Noy Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17/06/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Formation : Climatisation : exploitation et dépannage
pour le Service Energie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-130 du 30 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Fleurence, Adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation « Climatisation : exploitation et dépannage » pour le Service Energie;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, en date du 30 décembre 2009;
- L'entreprise GRETA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

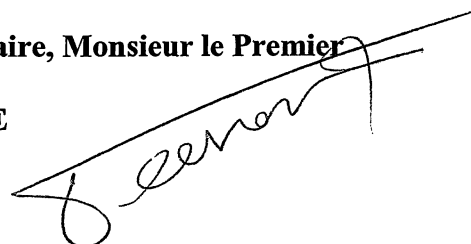
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise GRETA pour un montant de 8883 euros pour 20 agents (2961 euros pour un groupe de 7 agents et 3 jours de formation) entreprise exonérée de TVA;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la Ville (ligne de crédit : 868).

Montpellier, le 16/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint
Serge FLEURENCE

Publiée le : 17/06/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: Réalisation et coédition de deux catalogues
pour les expositions du Pavillon Populaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

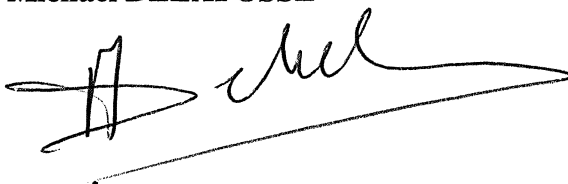
- Que la Ville organise des expositions de photographies au Pavillon Populaire ;
- Qu'il convient de faire réaliser et coéditer les catalogues consacrés à ces expositions ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 27 avril 2011, l'entreprise Democratic Books Saint Paul SAS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Democratic Books Saint Paul SAS, 24 rue Saint Antoine, 75004 Paris, pour un montant de 38 700.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 20/06/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Formation : perfectionnement chaudière pour le
service Energie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-130 du 30 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Fleurence, Adjoint délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation « Perfectionnement chaudière » pour le Service Energie;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics en date du 30 décembre 2009;
- L'entreprise GRETA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise GRETA pour un montant de 3948 euros pour 14 agents (1974 euros pour un groupe de 7 agents et 2 jours de formation par agent), entreprise exonérée de TVA;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du Service Formation et Compétences de la Ville (ligne de crédit : 868).

Montpellier, le 16/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 17/06/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0249

**Convention d'occupation temporaire du domaine
public
Ville de Montpellier/ société Union Matériaux
place Ernest Granier
Parcelle cadastrée SA 169p**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/0489/T/R du 18 février 2011, donnant délégation à M. Serge FLEURENCE,

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée SA 169 (domaine public) d'une superficie de 2025 m² située place Ernest Granier,
- Que la société Union Matériaux, propriétaire de la parcelle SA 170 contigue, a sollicité la mise à disposition par la Ville d'une partie de la parcelle cadastrée SA 169 afin d'y réaliser des emplacements de stationnement supplémentaires pour sa clientèle et ses employés,
- Que les usages publics de la parcelle cadastrée SA 169, parkings publics et circulation des piétons et des cycles, ne nécessitent pas l'utilisation de la totalité de sa surface,

Décide en conséquence :

- De signer avec la société Union Matériaux une convention pour l'autoriser à occuper temporairement une superficie de 826 m² issus de la parcelle cadastrée SA 169 située place Ernest Granier pour une durée de 3 ans moyennant une indemnité de 33.040 € par an,
- Que la convention et un plan présentant l'emprise foncière mise à disposition et les travaux à réaliser par la société Union Matériaux seront annexés à la présente décision.

Montpellier, le 20 juin 2011
Pour Madame le Maire, M. le Premier Adjoint

Serge FLEURENCE

Publiée le : 14/06/11
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/250

Contentieux
Ville c/ Eric JALLAS
Recours contre la déclaration préalable du 1er avril
2011 SARL La Laitière

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL La Laitière a obtenu une non-opposition à déclaration préalable le 1^{er} avril 2011, contestée par Monsieur Eric JALLAS par référé-suspension (n°1102524-1) et recours au fond ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16.06.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour le nettoyage et l'entretien du Centre
Municipal Garosud**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au nettoyage et à l'entretien du Centre Municipal Garosud de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 02/05/2011, la société G'NET, 34130 MAUGUIO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société G'NET, pour un montant total de commandes maximum de 100 000 € HT, pour une durée d'un an à compter du 18 juin 2011.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6283, chapitre 900/208.

Montpellier, le 20/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 21/06/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0252

Contentieux
Ville c/ Syndicat des copropriétaires de la résidence Le
Fragonard et Monsieur Sauveur COGLITORE
Appel contre le jugement du Tribunal Administratif
du 07 avril 2011

□

Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que suite au jugement du tribunal administratif du 07 avril 2011 rejetant leur recours dirigé contre le permis du 17 août 2009 délivré à Madame PONSU, le Syndicat des Copropriétaires de la résidence Le Fragonard a interjeté appel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/06/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 24/06/2011
Notifiée le :

ASSURANCE
Contrat Dommages aux Biens
souscrit auprès de la SMACL
Avenant n°1

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le contrat garantissant les bâtiments communaux prévoit une prime annuelle révisable à l'échéance annuelle selon l'évolution de la superficie des bâtiments au cours de l'exercice écoulé ;
- Que la superficie au 31 décembre 2010 est de l'ordre de 441 357 m² ;
- Que l'application des critères de révision fait ressortir une prime de réactualisation de 23 443,63 € ;
- Que notre assureur nous fait parvenir l'avenant n° 1 entérinant les modifications intervenues ;

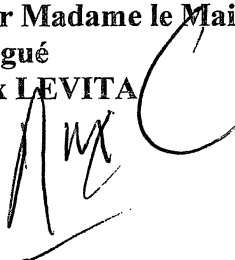
Décide en conséquence :

- d'adopter l'avenant n°1 fixant la superficie des bâtiments à 441 357 m² et la prime de régularisation à 23 443,63 €

Montpellier, le 21/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/06/2011
Notifiée le :



**Etude Lodève-Liberté
Réalisation d'un relevé photogrammétrique**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2010 – 389 en date du 12 juillet 2010 donnant délégation de signature à Monsieur SAUREL, Adjoint délégué au Projet urbain, à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'un levé photogrammétrique du périmètre d'étude du secteur « Lodève-Liberté »,
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 22 mars 2011, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise SIRAGUSA SARL a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise SIRAGUSA SARL pour un montant de 2.750 € HT,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2011 de la Ville.

Nature : 2315

Fonction : 908241

Opération : Travaux topo sondage

Montpellier, le

22/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 23/06/2011
Notifiée le :

**Direction des Ressources Humaines – Service
Prévention
Modification de la régie d'avances
Augmentation du Montant de l'avance et
élargissement des modes de paiement**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2011/0036 du 02/02/2011 relative à la création d'une régie d'avances au Service Prévention,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 20/06/2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du Service Prévention, il convient d'augmenter le montant de l'avance de la régie et d'élargir les modes de paiement,

Décide en conséquence :

Article 1 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 7 000 €.

Article 2 : Les dépenses sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèque bancaire,
- **Virement.**

Article 3 : Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 25/06/2011

Notifiée le :



Marché de réparations carrosseries véhicules

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 35/ 2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint Délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réparation des carrosseries des véhicules gérés par le service Parc Auto de la ville de Montpellier.
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché à procédure adaptée, référencée 1M1202101, soumise aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics.
- Que le marché est sans montant mini mais avec un montant maxi de 60 000 € HT sur sa durée initiale.
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commandes sur une durée initiale d'un an reconductible deux fois un an avec le même montant maximum de 60 000 € HT pour chaque année de reconduction.
- Que la SARL CARROSSERIES 113 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à compter de sa notification à la SARL CARROSSERIES 113, 6 avenue du Général de Gaulle 34690 Fabrègues, pour la réalisation du « marché réparation carrosserie véhicules » pour un montant compris sans minimum et avec un maximum de 60 000 € HT sur la période initiale d'un an et reconductible deux fois.
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville et plus précisément sur la nature comptable 61551 et la ligne de crédit 1080.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 28/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 29/06/2011
Notifiée le :



Marché contrôles techniques et périodiques

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 35 / 2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint Délégué.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder aux divers contrôles techniques et périodiques concernant les véhicules et les divers engins appartenant à la Ville de Montpellier.
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché à procédure adaptée, référencée 1 M 231, soumise aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics.
- Que le marché comprend deux lots distincts sans montant mini mais avec un montant maxi estimatif de 85 000 € HT pour l'ensemble des deux lots. La répartition des montants est la suivante :
 - Lot 1 : Contrôles techniques périodiques des véhicules – maxi estimé = 55 000 € HT.
 - Lot 2 : Contrôles périodiques obligatoires du matériel de levage et autres matériels
maxi estimé = 30 000 € HT.
- Que c'est un marché à bons de commande sur une durée de 3 ans fixe et non renouvelable à compter de la date de notification.
- Que les sociétés AUTO BILAN FRANCE (lot 1) et BUREAU VERITAS (lot 2) ont présenté les offres les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

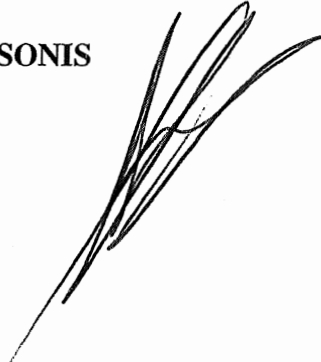
- D'attribuer le marché à compter de sa notification sur sa durée totale de 3 ans non renouvelable :
 - Pour le lot 1 (55 000 € HT maxi estimé) : A la société AUTO BILAN FRANCE – 11-13 av.
Georges Politzer 78190 TRAPPES.
 - Pour le lot 2 (30 000 € HT maxi estimé) : A la société BUREAU VERITAS – ZAC Blaise
Pascal, 451, rue Denis Papin 34000 MONTPELLIER
- D'imputer cette dépense sur le budget de fonctionnement de la ville et plus précisément sur la nature comptable 61551 et la ligne de crédit 13312.

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 28/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 29/06/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: projection de films place Dionysos du 1er au
12 août 2011, manifestation Cinema sous les Etoiles**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation d signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 1^{er} au 12 août 2011 la manifestation Cinema sous les Etoiles, consistant en la projection gratuite de films en plein air sur la place Dionysos ;
- Qu'il convient d'organiser la projection de ces 12 films ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 23 mai 2011, l'entreprise DECIPRO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

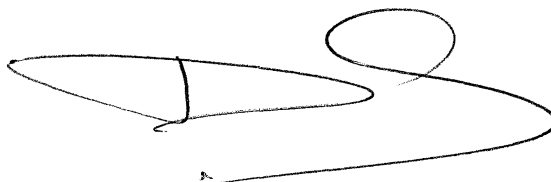
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise DECIPRO, 5 rue du Lantissargues, 34070 Montpellier, pour un montant de 24 672.00 € HT
- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/06/2011
Notifiée le :



**Marché Public à Procédure Adaptée relatif aux
travaux d'installation et d'entretien du patrimoine
électrique extérieur**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

Considérant :

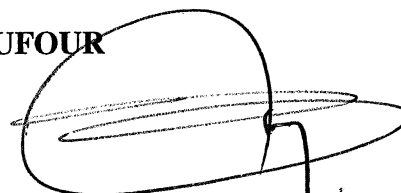
- Qu'il y a lieu d'assurer les travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur du service Affaires Economiques, comprenant les bornes alimentaires et le réseau événementiel;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 28 avril 2011, l'entreprise CITEOS – sise Zone Artisanale, 242, avenue du Progrès, 34820 TEYRAN - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 1M 330 relatif aux travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur à la société CITEOS , pour une durée de six mois et pour un montant maximum de 75 000 € HT, soit 89 700 € TTC par an ;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution ou le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget du service Affaires Economiques (CRB 127) au titre de l'année 2011.

Montpellier, le 28/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Marc DUFOUR



Publiée le : 29/06/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée. Mission Géotechnique en vue de la
Construction du Groupe Scolaire Parc Marianne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 35/2009 en date du 30 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, Adjoint délégué à l'économie des Ressources et du Patrimoine ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de réaliser des études géotechniques en vue de la construction du futur groupe scolaire Parc Marianne situé dans le quartier Port Marianne ;
- qu'à la suite d'une consultation de mission géotechnique lancée à cet effet le 20 avril 2011, enregistrée sous le n° de marché 1M224, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société GINGER CEBTP a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché 1M224 précité à la société GINGER CEBTP, - 12 rue des Frères Lumières - parc d'Activité Clément Ader - 34830 JACOU - pour l'offre de base d'un montant total de 5 740.00 € H.T. (cinq mille sept cent quarante euros hors taxe)
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec la société titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier :

Direction Architecture & Immobilier


Service Conduite d'Opération :

Opération : 50079 ligne de crédit : 18870 Fonction : 900/201 Nature : 2031

Montpellier, le 28/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 29/06/2011
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° ~~2011~~ 10262

Contentieux
Ville c/ Madame Michèle CARRERAS
Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire du 29 mars 2011 délivré à la SCCV ANNA



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Michèle CARRERAS a déposé un recours pour excès de pouvoir (n°1102536-1) contre le permis de construire délivré le 29 mars 2011 à la SCCV Anna ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/06/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 24/06/2011
Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0263

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat d'un lecteur reproducteur
numériseur de microfilms 16 et 35 mm et de
microfiches, d'un ordinateur, d'une imprimante, et
d'un logiciel de supervision, avec contrat de
maintenance associé sur 5 ans**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à achat d'un lecteur reproducteur numériseur de microfilms 16 et 35 mm et de microfiches, d'un ordinateur, d'une imprimante, et d'un logiciel de supervision, avec un contrat de maintenance associé sur 5 ans pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M150), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 16/05/2011, la société MACH 33 DIFFUSION, 33015 BORDEAUX Cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société MACH 33 DIFFUSION,
 - * pour un montant d'acquisition de 7 896 € HT et un coût de 400 € HT par an au titre de la maintenance.
 - * pour une durée de 1 mois à compter de sa notification pour la partie acquisition, et de 5 ans à compter de la mise en ordre de marche, pour la partie maintenance.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville nature 6156 - 2188, chapitre 903.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 24/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/06/2011

Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques

Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0264

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat de produits pharmaceutiques

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits pharmaceutiques pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 26/05/2011, la société PHARMACIE CHATELETS RICHEMONT, 34070 MONTPELLIER a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société PHARMACIE CHATELETS RICHEMONT, pour un montant total de commandes compris entre 30 000 € HT et 89 000 € H.T, pour une durée allant de sa date de notification jusqu'au 31/12/2013.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60628, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 24/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/06/2011

Notifiée le :



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0265

D.R.E.J.S
SERVICE DES SPORTS
CLÔTURE DE LA SOUS-REGIE DE RECETTES
CARTE ANIMATION SPORT DANS LES MAISONS
POUR TOUS

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le Décret 62-1587 du 29 novembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 02 avril 2001 lui donnant délégation conformément aux textes susvisés modifiée par la délibération du 28 janvier 2002 ;
- Vu l'instruction ministérielle de janvier 1975, modifiée par le Décret n°97-1259 du 29 décembre 1997, concernant les régies d'avances et les régies de recettes des Départements, des Communes et des établissements publics locaux
- Vu la Décision du 14 février 2003 instituant une régie de recettes au sein du service des sports pour la vente de la carte animation sport, et prévoyant la création de sous régies,
- Vu l'avis favorable du Trésorier Principal Municipal en date du 30 mai 2011,

Considérant :

Qu'à partir du 1^{er} septembre 2011, les Maisons Pour Tous encaisseront les produits de la vente des cartes animation sport au titre de leurs propres régies de recettes,

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 :

A compter du 31 août 2011, il est mis fin aux sous-régies de recettes carte animation sport créées dans l'ensemble des Maisons Pour Tous.

ARTICLE 2 :

Les sous-régisseurs devront verser la totalité des pièces justificatives de recettes au régisseur ainsi que tout document, valeurs et stocks lors de leurs sorties de fonction.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 25/06/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée:
créations scénographiques déclinées en outils de
signalétique et de communication dans le cadre
d'expositions photographiques au Pavillon Populaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

Considérant :

- Que les expositions photographiques organisées au Pavillon Populaire exigent que soient réalisées des créations scénographiques déclinées en outils de signalétique et de communication ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 23 mai 2011, Mademoiselle Florence GIRARD, graphiste, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

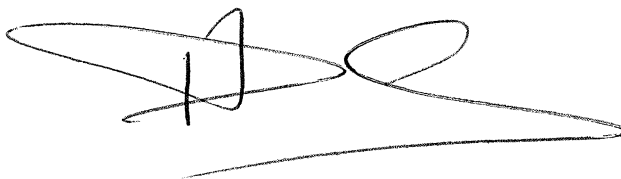
Décide en conséquence :

- De confier le marché précité à Mademoiselle Florence GIRARD, pour un montant compris entre 10 000 et 30 000 € HT, pour une durée de un an.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/06/2011
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0267

**Attribution d'un marché passé selon une procédure de
marché adaptée pour la distribution du journal
municipal "Montpellier Notre Ville"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la distribution du journal municipal « Montpellier Notre Ville » dans les boîtes aux lettres de la ville;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 16/05/2011;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Chirripo, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

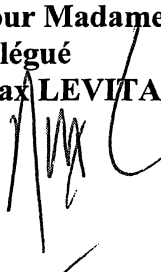
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Chirripo pour un montant minimum de 30 000 € HT et un montant maximum de 88 000 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 920.

Montpellier, le 28/6/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 28/6/2011
Notifiée le :





Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0268

**Transfert d'activités de la société EURL HELVIA à la
société SARL JADE
Autorisation de signer l'avenant**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

Qu'il y a lieu de procéder à l'hébergement de convives lors de l'accueil de délégations ou à l'occasion de toutes autres manifestations organisées par la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 05/10/2010, la société EURL HELVIA (BEST HOTEL), 34000 MONTPELLIER pour le lot 1 (prestations de service hôtellerie 2 étoiles) a présenté une offre économiquement la plus avantageuse

- Que par décision en date du 26 janvier 2011, notifiée le 27 janvier 2011, Madame le Maire de la ville de Montpellier a attribué ce marché n° 0M573 à la société EURL HELVIA (BEST HOTEL), pour un montant maximum de commandes de 10 000 € et maximum de 55 000 €, pour une durée d'un an à compter de sa notification.

- Que par courrier du 30 mai 2011, nous avons été informés du transfert de l'activité de la société EURL HELVIA au bénéfice de la société SARL JADE à partir du 01 avril 2011.

- Qu'il convient donc d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire de ce marché EURL HELVIA vers la société SARL JADE sous réserve que les conditions de ce marché soient identiques et que la société SARL JADE n'y apporte aucune modification.

Décide en conséquence :

- d'approuver le principe de cet avenant de transfert de raison sociale,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer cet avenant.

Montpellier, le 24/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/06/2011
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0269

Contentieux
Ville c/ Monsieur Larbi DALI
Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire du 29 mars 2011 délivré à la SCCV ANNA



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Larbi DALI a déposé un recours pour excès de pouvoir (n°1102534-1) contre le permis de construire délivré le 29 mars 2011 à la SCCV Anna ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 23/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 24/06/2011
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Monsieur Jean-Pierre PERTIN
Recours contre l'arrêté du 29 mars 2011 délivrant un
permis de construire à la SCCV Anna

□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur Jean-Pierre PERTIN a introduit un référé-suspension (n°1102704-1) et un recours au fond contre le permis délivré le 29 mars 2011 à la SCCV Anna ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 28/6/2011

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 28/6/2011
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER / SAINT JEAN DE VEDAS
REFERE SUSPENSION ET RECOURS POUR
EXCES DE POUVOIR CONTRE L'ARRETE
MUNICIPAL DU 05/05/2011 (N°2562011 POL-P
"réglementation de la circulation des poids lourds sur
l'avenue Jean Bène"

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par arrêté municipal en date du 05 mai 2011 (arrêté n°25-2011 POL-P « réglementation de la circulation des poids lourds sur l'avenue Jean Bène ») le maire de Saint Jean de Védas a interdit la circulation de tous les véhicules de plus de 3,5 tonnes sur l'avenue Jean Bène sauf cas limitativement prévus ;
- Qu'une telle mesure de police a pour conséquence de dévier la circulation du nombre considérable de poids lourds empruntant l'avenue Jean Bène sur d'autres axes de circulation présents notamment sur le territoire montpelliérain ;
- Que ces déviations opérées de fait sur des voiries non adaptées présentent de forts risques pour la sécurité publique ;
- Que le maire de Saint Jean de Védas a pris son arrêté malgré l'opposition affirmée des services de la ville de Montpellier et du Conseil Général de l'Hérault ;
- Que dans ces conditions, et afin de préserver la sécurité publique, il est nécessaire d'exercer toute voie contentieuse permettant de corriger la situation ;

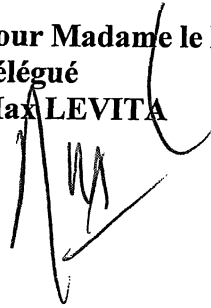
Décide en conséquence :

- D'exercer par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés toute voie de recours en urgence et au fond devant toute juridiction pour défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 01/07/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/07/2011
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Max Levita', written over the printed name.

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Migration du portail collaboratif de
Sharepoint 2007 vers Sharepoint 2010
Abroge et remplace la décision 2011/0224**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'à la suite d'une erreur matérielle sur la décision numéro 2011/0224 reçue en Préfecture le 8 juin 2011, un paragraphe a été omis ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la migration d'une ferme de serveur en Sharepoint 2007 vers une ferme de serveur en SharePoint 2010 et de bénéficier du transfert de compétences et d'accompagnement dans le cadre de cette prestation ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 23 mars 2011, la société LAN-ARCHITECT a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

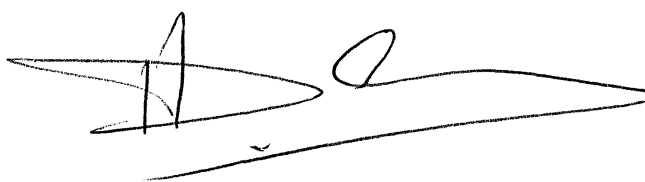
Décide en conséquence :

- De dire que la présente décision abroge et remplace la précédente susnommée ;
- D'attribuer le marché précité à la société LAN-ARCHITECT sise 18 rue Alain Savary – 25000 BESANÇON pour une durée d'un an reconductible une fois à compter de la date de notification du marché, pour un montant total minimum de 10 000 € HT et maximum de 40 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 - Nature 6188 - Fonction 920204.

Montpellier, le 24/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27/06/2011
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0274

Fête Nationale 2011: Spectacle pyrotechnique

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/21 du 31 mars 2009 par lequel Monsieur Serge FLEURENCE, 1^{er} Adjoint au Maire, reçoit délégation de signature pour tous documents relatifs au Protocole

Considérant :

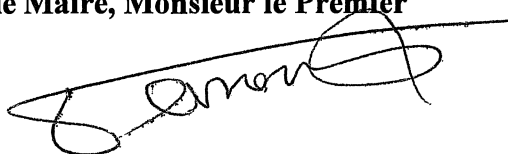
- qu'il y a lieu de procéder à la fourniture du spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2011
- qu'à la suite d'une consultation, en date du 15/04/2011, et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société PYRAGRIC Artifice à Rillieux (69141) présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères prévus à la consultation.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la Société PYRAGRIC Artifice pour un montant de 83 611,04 HT ;
- d'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce contrat ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Direction du Protocole (ligne 15 73, nature 62 32).

Montpellier, le 28/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint



Serge FLEURENCE

CARTE PROFESSIONNELLE
Modification des destinataires et des modalités
d'utilisation

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°137 du 30/03/2009 autorisant la mise en place de la carte professionnelle au sein de la Ville de Montpellier ;
- Vu la décision n°204 du 04/05/2009 retenant la BNP PARIBAS comme prestataire pour l'attribution de la carte professionnelle et établissant les modalités d'utilisation et les destinataires de la carte professionnelle ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°573 du 13/12/2010 relative aux modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et personnalités extérieures invitées ;
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

- que la Délibération du Conseil Municipal n°2010/573 modifie les modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus,
- qu'une réorganisation du Cabinet du Maire a eu lieu,
- que M. Christian ASSAF n'occupe plus la fonction de Directeur de Cabinet depuis le 31 mai 2011,
- que M. Yann LABAT, de par ses fonctions de chef de cabinet, peut être titulaire d'une carte professionnelle,
- qu'à compter du 1^{er} juillet 2011, M. Gilles BOULET, de par ses fonctions de Directeur de Cabinet, peut être titulaire d'une carte professionnelle,
- que la Délibération n°2009/137, validant la mise en place de la carte professionnelle, autorise Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer les Décisions fixant les modalités de paiement et d'attribution de la carte professionnelle,

Il convient donc de prendre une Décision afin de modifier les modalités d'utilisation et la liste des destinataires de la carte professionnelle.

Décide en conséquence :

Article 1 : Définition de la carte professionnelle BNP PARIBAS

La carte professionnelle est une carte de paiement :

- Nominative : elle est établie au nom du bénéficiaire avec la mention « Ville de Montpellier ». Elle est personnelle et ne doit être confiée à personne.
- Adossée sur le compte bancaire personnel du bénéficiaire: en cas de changement de banque, le bénéficiaire doit impérativement en informer la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion et lui envoyer son nouveau RIB
- Destinée aux règlements des frais professionnels strictement définis (cf.3) : la Ville de Montpellier n'est pas solidaire d'une éventuelle utilisation abusive de la carte. De ce fait, si le bénéficiaire est amené à réaliser des dépenses non autorisées ou s'il ne peut pas justifier ses dépenses, il ne sera pas remboursé et son compte bancaire personnel sera automatiquement débité des sommes correspondantes.

La Ville se réserve la possibilité de retirer la carte en cas d'usage dans des conditions non prévues dans la présente décision.

Article 2 : Fonctionnement de la carte professionnelle

Débit différé :

La collectivité bénéficie de 60 jours à partir de l'arrêté mensuel des comptes pour rembourser l'utilisateur de la carte professionnelle; ainsi, lorsque la dépense professionnelle sera débitée sur le compte personnel de l'utilisateur de la carte, la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion aura déjà émis les mandats et la trésorerie municipale les aura déjà virés sur le compte.

Suivi des dépenses :

La BNP Paribas envoie tous les mois à l'utilisateur, ainsi qu'à la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion, un relevé d'opérations sur support papier.

S'ajoute à ce relevé la possibilité pour l'utilisateur de la carte professionnelle et pour la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion de suivre les dépenses par internet.

Retrait d'espèces au guichet :

L'utilisateur de la carte professionnelle a la possibilité de retirer de l'argent aux distributeurs de la BNP Paribas ou agréés, dans la limite de 500 euros maximum par mois. Le montant des retraits est débité immédiatement sur le compte personnel et le remboursement par la collectivité ne pourra se faire qu'au vu des justificatifs des dépenses.

Cela est valable aussi pour les retraits à l'étranger car la carte professionnelle est une carte internationale.

Frais relatifs à la carte professionnelle :

En cas de retraits dans une banque non agréée, les frais bancaires seront à la charge de l'utilisateur. La cotisation annuelle et les frais de gestion sont à la charge de la collectivité.

Article 3 : Nature des dépenses autorisées par la carte professionnelle

La carte doit être utilisée pour payer des dépenses à caractère exclusivement professionnel dans l'intérêt des affaires de la commune.

Seules les dépenses énumérées ci-dessous feront l'objet d'un remboursement :

- Frais de restauration, de déplacement (train, avion, taxis, transports en commun) et d'hébergement liés à des colloques, formations ou manifestations professionnelles.

Pour les élus : les remboursements des frais de restauration et d'hébergement se feront au réel sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement dans les limites fixées par la délibération du Conseil Municipal n°573 du 13/12/2010 relative aux modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et personnalités extérieures invitées .

Pour le Directeur de Cabinet, le Chef de Cabinet, et le Directeur Général des Services : les remboursements des frais de restauration et d'hébergement se feront sur la base forfaitaire réglementaire.

- Frais de représentation remboursés au réel dans la limite de 150 euros par utilisation et entrant dans une des 3 catégories suivantes :

- Achats d'ouvrages,
- Inscription à des colloques, séminaires, visites et autres manifestations culturelles et sportives,
- Cadeaux protocolaires (avec mention du destinataire et de la date de remise à justifier pour remboursement)

- Repas avec des interlocuteurs professionnels remboursés au réel (joindre obligatoirement la liste nominative des invités ainsi que leurs fonctions pour remboursement)

- Retrait d'espèces pour les 3 types de dépenses énumérées ci-dessus (le remboursement de ces retraits se fait sur la base de justificatifs identiques à ceux demandés pour les dépenses autorisées pour la carte professionnelle).

Les dépenses par le biais de la carte professionnelle sont autorisées dans la limite de 500 euros par utilisation, à l'exception des frais de représentation limités à 150 euros par utilisation.

Les retraits d'espèces sont limités à 500 euros par mois.

Article 4 : Modalité de remboursement

L'utilisateur de la carte professionnelle doit faire parvenir à la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion un bordereau mensuel récapitulatif dûment rempli et signé accompagné de toutes les factures, la première semaine du mois suivant. (Ex : le bordereau récapitulatif des dépenses du mois N doit parvenir à la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion la première semaine du mois N+1)

Seules les dépenses prévues (cf. article 3) et justifiées par une facture feront l'objet d'un remboursement.

Les factures des terminaux de paiement et les relevés bancaires ne sont pas recevables en tant que pièces justificatives.

Article 5 : Destinataires de la carte professionnelle BNP PARIBAS

Sont destinataires de la carte professionnelle :

- Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier
- Serge FLEURENCE, Premier Adjoint au Maire
- Yann LABAT, Chef de Cabinet
- Gilles BOULET, Directeur de Cabinet (à compter du 1/07/2011)
- Jules NYSSSEN, Directeur Général des Services

Montpellier, le 23/06/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/06/2011
Notifiée le :



Comédie du Livre 2011
Intervention d'auteurs, d'animateurs, de lecteurs et de traducteurs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération 2011/115 du 28 mars 2011 autorisant la signature d'une convention de partenariat avec l'association Cœur de Livres pour l'organisation de la manifestation Comédie du Livre
- Vu l'arrêté 2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville organise du 27 au 29 mai 2011 la vingt-sixième édition de la manifestation Comédie du Livre ;
- Qu'il convient d'organiser le partenariat entre la Ville et les différents intervenants que sont les auteurs, les animateurs, les lecteurs et comédiens ainsi que les interprètes-traducteurs ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du code des marchés publics, ce marché peut, compte tenu des circonstances, être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;
- Qu'il convient également de prendre en charge les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des intervenants ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature des conventions avec les différents partenaires, pour un montant global de 22 674.00 € ;
- D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des intervenants, pour un montant global maximum de 5 000.00€
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/07/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 04/07/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**

**Mission de coordination et d'accompagnement des
conseils scientifiques de la Cité Hippocrate**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'associer au sein des services, auprès de la mission Grands Equipements, une médiatrice scientifique pour coordonner et accompagner les conseils scientifiques de préfiguration de la Cité Hippocrate (ordre du jour ; co-animation des conseils ; compte-rendus ; conception et suivi d'une plateforme de travail collaborative) ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 14 mars 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, Mme Emilie GULDNER, concepteur-auteur de projet de médiation, agence A contre pied, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à Madame Emilie GULDNER, agence A Contre pied, 52 rue Roucher, 34 000 Montpellier, pour un montant total de 9000 euros TTC (Neuf mille euros toutes taxes comprises) pour une durée de 9 mois à compter de sa notification.
 - d'autoriser Madame le Maire à signer le marché avec le prestataire titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
 - de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville de Montpellier :
- Mission Grands Equipements – Fonction : 920 020

Montpellier, le 30/06/2011

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le : 01/07/2011

Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/279

**La Panacée Cité des Artistes: mission de coordination
et de protection de la santé
Avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;
- Vu la décision n° 2008/76 du 15 février 2008 attribuant le marché n° 819/257/07 au bureau Qualiconsult

Considérant :

- Que l'ajournement de six mois des marchés de travaux, le changement de maîtrise d'œuvre et la présence de deux nouvelles entreprises sur le chantier (à la suite de la défaillance de l'entreprise Sud Energie Thermi) a entraîné de nouvelles missions pour le coordinateur sécurité et protection de la santé ;
- Que ces missions supplémentaires, d'un montant de 770.00 € HT, concernent uniquement la part Ville ;
- Que le montant total du marché est porté à 17 765.00 € HT, soit une augmentation de 4.53 % du montant initial

Décide en conséquence :

- D'approuver et de signer l'avenant n°1 au marché n°819/257/07 concernant la mission de coordination de sécurité et de protection de la santé pour la réhabilitation de l'ancienne école de Pharmacie en centre d'art contemporain, avec le bureau Qualiconsult, pour un montant de 770.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée. Prélèvements et analyses pour le contrôle de
potabilité de l'eau de type D1 et le contrôle des
légionnelles dans l'eau chaude sanitaire. Affaire n°1 M
364**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER, adjointe déléguée

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au contrôle de la potabilité de l'eau fournie par le réseau de distribution ainsi qu'au contrôle des légionnelles dans l'eau chaude sanitaire en vertu de la réglementation relative à l'hygiène et à la maîtrise sanitaire dans les établissements recevant du public ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 17 mai 2011 ;
- Qu'après analyse des offres, l'entreprise BIOFAQ Laboratoires a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise BIOFAQ Laboratoires pour un montant minimum de 5070 euros ht et un montant maximum de 11550 Euros ht.
- D'autoriser Mme le Maire ou Mme l'adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville.

Nature 6228 Fonction 92 64

Montpellier, le 06/07/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER

Publiée le : 07/07/2011
Notifiée le :



Direction Réussite
éducative de la Jeunesse et
Sports
Education

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0281

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: prestation de service de transport en Bus
(année 2011)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N°42/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de transporter les participants aux activités des centres de loisirs du service Education ;
- Qu'il y a lieu de confier ces transports à une entreprise spécialisée ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 27/05/2011 ;
- La SARL Autocars BOULADOU propose l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1M394 à la SARL Autocars BOULADOU sise 15 lot Charles Martel – avenue Gustave Courbet 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE pour des transports effectués à la prestation, du 1^{er} juillet au 31 octobre 2011, pour un montant maximum de 65 000€ HT ;
- D'autoriser Mme le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputer sur le budget 2011 de la Ville, nature 6247.

Montpellier, le 30 JUIN 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le :

Notifiée le :

**Marché à procédure adaptée n°1M241
Etude urbaine du secteur "Alfonse Juin"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°389/2010 en date du 12 juillet 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint au Maire, délégué au Projet Urbain, à l'urbanisme et l'aménagement durable ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude urbaine portant sur le secteur Alfonse Juin ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées organisée du 12 au 26 mai 2011, conformément aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics, la société Nicolas BOUDIER Architecte, située 10 rue des Amaryllis 34070 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché de réalisation d'une étude urbaine sur le secteur Alfonse Juin n°1M241 à la société Nicolas BOUDIER Architecte, située 10 rue des Amaryllis 34070 Montpellier, pour un montant de 15 800 Euros HT ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tous documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement dudit marché.

Nature : 2031

Fonction : 908241

N° Programme : 50031

N° Ligne : 14658

Montpellier, le

11/09/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 12/09/2011
Notifiée le :



Rockstore
**Pré-achat de 423 exemplaires de l'ouvrage "25 ans du
Rockstore"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville est propriétaire du Rockstore, une salle de concert emblématique de Montpellier qui célèbre en 2011 son vingt-cinquième anniversaire ;
- Qu'à cette occasion, la maison d'édition Au Diable Vauvert prévoit la publication d'un ouvrage sur l'histoire du Rockstore ;
- Que la Ville souhaite s'associer à la célébration de cet événement, notamment par une exposition photographique ainsi que par l'acquisition d'exemplaires de l'ouvrage consacré au Rockstore ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinea du Code des Marchés Publics, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, les circonstances justifiant l'achat auprès de l'éditeur de l'ouvrage ;

Décide en conséquence :

- D'acquérir, en pré-achat, auprès de l'éditeur Au Diable Vauvert, 423 exemplaires de l'ouvrage intitulé 25 ans du Rockstore, pour un montant de 9991.26 € H.T.
- De verser à la maison d'édition un acompte de 50% de ce montant lors de la commande et le solde à la livraison des ouvrages ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée
Mise en place et exploitation de deux
photocopieurs dans le hall de l'Hôtel de Ville
Avenant n°1**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2010/557/T/R du 2/09/2010, donnant délégation à Mme Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Qu'en raison de la modification de la date du déménagement vers le futur Hôtel de Ville, la durée du présent marché doit être également modifiée, pour permettre de faire coïncider la fin du marché avec le déménagement ;
- Qu'afin de répondre à la demande de nombreux usagers de l'Hôtel de Ville de mettre en place un photocopieur dans le hall pour permettre l'accomplissement des diverses démarches administratives, la Ville a lancé un marché à procédure adaptée concernant la fourniture et l'exploitation de deux photocopieurs ;
- Qu'en cours d'exécution du marché, il est apparu nécessaire d'équiper la Cuisine Centrale, située 950 allée de la Martelle, d'un photocopieur, l'isolement de ce site ne permettant pas aux usagers de faire de photocopies à proximité au moment des dépôts des dossiers d'inscription aux restaurants scolaires ;
- Que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;


Décide en conséquence :

- D'approuver la passation de l'avenant n°1 avec la société SCEM, titulaire du marché initial ;
- De dire que s'agissant d'une occupation du domaine public, la SARL SCEM s'acquittera de la redevance pour le nouveau photocopieur, qui sera inscrite sur le budget de la Ville, CRB 40300 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame d'Adjointe déléguée, à signer l'avenant avec la société SCEM ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 06.07.2011

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Amina BENOUEARGHA JAFFIOL**

**Publiée le :
Notifiée le :**





**Convention de mise à disposition du
Stade Yves du Manoir du 30 juin au 23 juillet 2011
entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier
et la Ville de Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame BONIFACE-PASCAL

Considérant :

- qu'il y a lieu d'organiser la permanence de l'organisation d'Amaury Sport Organisation et le Centre de Presse dans le cadre d'une étape d'arrivée du Tour de France à Montpellier, le dimanche 17 juillet 2011 ;
- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier propriétaire du Stade Yves du Manoir accepte de le mettre à disposition de la Ville du 30 juin 2011 au 23 juillet 2011 afin de permettre le montage et le démontage de la manifestation.

Décide en conséquence :

- de passer une convention de mise à disposition ponctuelle du Stade Yves du Manoir avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier à titre gracieux du 30 juin 2011 au 23 juillet 2011 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Sophie BONIFACE-PASCAL

Publiée le : 07/07/2011
Notifiée le :



Marché à procédure adaptée n° 1M237
Achat de licences AUTOCAD 2011 et COVADIS 12
Attribution de marché

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'attribution d'un marché de fourniture de 6 licences Autocad 2011 + 6 licences Covadis 12, dans le cadre du renforcement du bureau d'études de la direction du génie urbain,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, en date du 21 mai 2011, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, l'entreprise GEOMEDIA SAS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots 1 et 2,

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 1M237 intitulé « Achat de licence Autocad 2011 et Covadis 12 » à la société :
- GEOMEDIA SAS, Immeuble « La Vigie » 20, Quai Malbert CS 42905 29229 BREST Cedex 2,
 - le lot n°1 pour un montant de 18 606,00 € HT ;
 - le lot n°2 pour un montant de 11 460,00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, et par délégation
Monsieur l'Adjoint aux Finances


Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée: mission de coordination des systèmes de
sécurité incendie, Centre d'Art Contemporain la
Panacée**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le centre d'art contemporain la Panacée, situé dans le centre historique de Montpellier, est un établissement recevant du public classé en deuxième catégorie ;
- Que ce classement impose une mission de coordination des systèmes de sécurité incendie de catégorie A ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 27 mai 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise QUASSI a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise QUASSI, 1025 rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, pour un montant de 5 900.00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :

**Emprunt de 5 millions d'euros auprès du Crédit
Coopératif : annule et remplace le contrat n° 0907460
du 27 août 2009**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 en date du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA;

Considérant :

- que la phase de mobilisation du contrat n° 0907460 de 5 000 000 €, conclu le 27 août 2009 auprès du Crédit Coopératif, à ce jour non mise en œuvre, arrive à échéance au 27 juillet 2011,
 - que le besoin en financement des investissements 2011 de la Ville ne nécessite pas la mobilisation de cet emprunt à cette date,
 - que le Crédit Coopératif propose à la Ville d'annuler le contrat n° 0907460 et de le remplacer par le contrat n° 1101840 reportant de 12 mois la fin de phase de mobilisation aux conditions financières suivantes :
- Montant : 5 000 000 €
 - Durée totale : 21 ans
 - Frais de dossier : 1 000 € prélevé lors de la mise en place du prêt.
 - Commission de dédit de 0,10 % du montant non mobilisé et non consolidé à la date de consolidation.

1) Phase de mobilisation : 1 an à compter de la date de signature du contrat

- Taux indexé : EURIBOR 3 mois + 0,70%
- Base de calcul des intérêts : 360/360
- Paiement des intérêts : Trimestriel
- Montant minimum des tirages : 100 000 €

2) Phase de consolidation maximale : 20 ans

- a) Profil d'amortissement de l'emprunt : 80 échéances trimestrielles constantes en capital de 62 500 €
- b) Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 0,70%
 - Base de calcul des intérêts : trimestre de 90 jours/360
 - Paiement des intérêts : Trimestriel
 - Arbitrage de taux : Option de passage à taux fixe irréversible. Possible à une date d'échéance avec un préavis d'un mois



Contentieux
Ville c/ Epoux BROUWERS
Bornage judiciaire
☐
Décision d'ester

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier, propriétaire de la parcelle BY 148 sur la Commune de Clapiers, doit la céder à ladite commune pour qu'elle y réalise un lotissement de 4 villas ;
- Qu'un bornage contradictoire a été réalisé amiablement avec les riverains à l'exception des époux BROUWERS qui ont annexé une partie de la parcelle qu'ils revendiquent ;
- Qu'il est dès lors nécessaire solliciter un bornage judiciaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 11/07/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/07/2011

Notifiée le :

**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée pour des travaux et la
maintenance des arrosages des sols sportifs des
équipements de la Ville.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Sophie BONIFACE-PASCAL ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux et à la maintenance des arrosages des sols sportifs des équipements de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 25/05/2011, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, l'entreprise Debart Irrigation sise 942 rue de l'industrie à Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

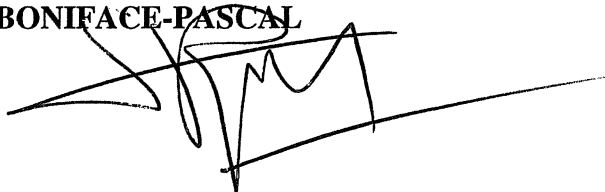
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 171 à bons de commande précité à l'entreprise Debart Irrigation pour un montant minimum de 20 000,00 € HT et un montant maximum de 80 000,00 € HT sur une durée d'un an.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville
Section Investissement : Fonction 90412, Nature 2312
Section Fonctionnement : Fonction 92412, Nature 61523.
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Sophie BONIFACE-PASCAL

Publiée le : 07/07/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée. Entretien préventif de divers matériels de
restauration collective et dépannage/réparation Affaire
n°1 M 382**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER, adjointe déléguée ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'entretien préventif de divers matériels de cuisine collective dans le cadre de la maîtrise sanitaire des établissements ouverts à l'accueil du public et d'en assurer les dépannages et réparations nécessaires ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 19 mai 2011 ;
- Qu'après analyse des offres, l'entreprise SALAGER / SERRA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise SALAGER / SERRA pour un montant minimum de 9 500 euros ht et un montant maximum de 30 000 Euros ht
- D'autoriser Mme le Maire ou Mme l'adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville. Fonction 92 64

Montpellier, le 06.07.2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER

Publiée le :
Notifiée le :



**Marché négocié de prestations de service
avec le club de haut niveau
SAOS Montpellier Hérault Rugby
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame BONIFACE-PASCAL

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du rugby en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2011-2012. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- Qu'à la suite d'une consultation faite auprès du club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics en date du 21 juin 2011, il a été décidé d'attribuer à la SAOS Montpellier Hérault Rugby, le marché 1M4182201, pour l'ensemble des services à exécuter, soit 30 abonnements en loge comprenant notamment des places dans la loge centrale et les prestations, pour un montant total de 129 000 € H.T., soit 135 988,80 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la SAOS Montpellier Hérault Rugby pour un montant de 129 000 € H.T., soit 135 988,80 € T.T.C.,
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville nature 6042 fonction 9240
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Sophie BONIFACE-PASCAL

Publiée le : 07/07/2011
Notifiée le :



Direction Réussite
éducative de la Jeunesse et
Sports
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0294

**Marché négocié de prestations de service
avec le club de haut niveau
SASP Montpellier Hérault Sport Club
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame BONIFACE-PASCAL

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du football en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2011-2012. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- Qu'à la suite d'une consultation faite auprès du club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics en date du 21 juin 2011, il a été décidé d'attribuer à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, le marché 1M4192201, pour l'ensemble des services à exécuter, soit 28 places avec prestations de loge, la panneautique sur le stade, et des abonnements en tribune (67 places au total) pour un montant total de 99 370 € H.T., soit 115 834 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la SASP Montpellier Hérault Sport Club pour un montant de 99 370 € H.T., soit 115 834 € T.T.C.
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2011 de la Ville nature 6042 fonction 9240
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/07/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Sophie BONIFACE-PASCAL

Publiée le : 07/07/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée pour la mise en
conformité et sécurité des éclairages des équipements
sportifs de la Ville.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/33 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Sophie BONIFACE-PASCAL ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en conformité et sécurité des éclairages des équipements sportifs de la Ville dans le cadre de réglementation en vigueur ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 25 mai 2011, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, l'entreprise MULTITEC sise parc de l'Aéroport - 195 avenue Alfred Sauvy à Pérols (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande 1 M 172 précité à l'entreprise MULTITEC pour un montant minimum de 20 000,00 € HT et un maximum de 80 000,00 € HT sur une durée d'un an.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville.

Section Investissement : Fonction : 90412 - Nature 2312

Section Fonctionnement : Fonction 92412 - Nature 61523

- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/04/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Sophie BONIFACE-PASCAL

Publiée le : 07/04/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché selon procédure adaptée
Programme de transfert de données DWG vers SIG
Métiers eaux pluviales**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/1740/T/R du 30 juin 2011 donnant délégation de signature à Monsieur LEVITA, Adjoint au maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un transfert de données au format DWG vers le SIG métiers eaux pluviales
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 02 mars 2011, l'entreprise IMAGIS Méditerranée a présenté une offre satisfaisante ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise **IMAGIS Méditerranée** pour un montant de **9965 € H.T.**
- D'autoriser Madame le maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville.
Nature 2315 Fonction 90816 Opération 06 D02112

Montpellier, le 08.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n°

2011/299

Attribution de marchés passés selon une procédure adaptée pour l'achat de petit matériel agricole et lubrifiants biodégradables

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de petit matériel agricole et de lubrifiants biodégradables pour les services Espaces Verts, Parc de Lunaret Sports et autres de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M304), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 23/05/2011, la société GALLOY, 34961 MONTPELLIER, pour le lot 1 (tondeuses, motoculteurs, débroussailleuses), la société GALLOY, 34961 MONTPELLIER, pour le lot 2 (tronçonneuses à main, d'élague, taille haies aspirateurs souffleurs, atomiseurs, épandeurs, pulvérisateurs, débroussailleuses portable à fil et à disque), la société GALLOY, 34961 MONTPELLIER, pour le lot 3 (tailles haies, tronçonneuses à main, d'élague, sécateurs à batterie), la société MICHEL EQUIPEMENT, 30100 ALES pour le lot 4 (lubrifiants biodégradables) ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
 - GALLOY pour le lot 1, pour un montant maximum de commandes 35 000 € HT,
 - GALLOY pour le lot 2, pour un montant maximum de commandes 31 000 € HT,
 - GALLOY pour le lot 3, pour un montant maximum de commandes 17 000 € HT,
 - MICHEL EQUIPEMENT pour le lot 4, pour un montant maximum de commandes 5 000 € HT,
 pour une durée de 18 mois à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement fonctionnement de la Ville nature 2188 - 60628 - 60632, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ces marchés.

Montpellier, le 08.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :



Maintenance Coordin et Coordinweb
Avenant n°1 : transfert de raison sociale de la société
Alpamayo à la société Sogelink

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/1740 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- que par décision du 28 juillet 2010, Madame le Maire a attribué le marché de maintenance Coordin et Coordinweb à la société Alpamayo pour une période d'un an renouvelable 3 fois ;
- que par courrier du 20 avril 2011, la société Alpamayo nous a informés qu'elle a transféré l'activité Coordin à la société Sogelink ;
- qu'il y a donc lieu d'autoriser le transfert du titulaire de ce marché à la société Sogelink

Décide en conséquence :

- de transférer le marché n° 0M78 de la société Alpamayo vers la société Sogelink, 131, chemin du bac à Trailles – 69300 Caluire
- d'autoriser Monsieur l'adjoint délégué à signer cet avenant et plus généralement tous les documents relatifs, notamment, à l'exécution et au règlement du marché.

Montpellier, le 08.04.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :



**Direction Réussite
éducative de la Jeunesse et
Sports**
Construction et
maintenance

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 20M/0301

**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée pour la manutention de
mobilier spécifique aux établissements scolaires , petite
enfance et sportifs de la Ville .**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la désignation d'une entreprise spécialisée pour la manutention de mobilier dans les établissements scolaires, de petite enfance et sportifs de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 28/02/2011, conformément aux articles 28,77, 86 à 110 et 115 du code des marchés publics, l'entreprise TRANSMANUEM sise route de Manguio à Lansargues (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande 0 M 662 précité à l'entreprise TRANSMANUEM pour un montant minimum de 7 500,00 € HT et maximum de 22 250,00 € HT par an, renouvelable 3 fois par reconduction expresse.

Section : Fonctionnement Fonctions : 92211, 92212, 9264 Nature : 6241

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 06/04/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le 07/04/2011
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à bons de commande selon
une procédure adaptée pour la fourniture et la mise en
oeuvre de préau brise-soleil orientables dans les
établissements scolaires de la Ville**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de fournir et de mettre en oeuvre des préaux brise-soleil orientables pour un meilleur confort thermique dans certains établissements scolaires de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 25 mai 2011, conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, l'entreprise VIP PLUS, sise 420 avenue Blaise Pascal – ZA la Garrigue à Castelnau le Lez (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande 1 M 302 précité à l'entreprise VIP PLUS pour un montant minimum de 20 000,00 € HT et un montant maximum de 80 000,00 € HT pour un an.
 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville.
- Section Investissement : Fonction 90211, 90213 - Nature 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
 décisions de la Mairie de
 Montpellier

Décision n° 2011/303

**Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat
 de matériel d'éclairage public - lanternes de type
 ROHL -**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

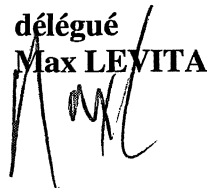
- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel d'éclairage public – lanternes de type ROHL - pour la Ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée (Marché négocié n° 1M251), conformément à l'article 35 II 8°al du Code des Marchés Publics, en date du 17/05/2011, la société ROHL International, 67151 KRAFFT, a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société ROHL International, pour un montant de commandes sans minimum et un maximum de 45 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification et renouvelable une fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 08.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
 délégué
 Max LEVITA



Publiée le :
 Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/301

Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat de matériel d'éclairage public - lanternes de type COMATELEC -

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel d'éclairage public – lanternes de type COMATELEC
- pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée (Marché négocié n° 1M325), conformément à l'article 35 II 8°al du Code des Marchés Publics, en date du 17/05/2011, la société COMATELEC, 95723 ROISSY CDG CEDEX, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société COMATELEC, pour un montant de commandes sans minimum et un maximum de 70 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification et renouvelable une fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 8.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/306

**Marché négocié sans mise en concurrence pour l'achat
de matériel d'éclairage public - projecteurs de type
WE-EF -**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel d'éclairage public – projecteurs de type WE-EF - pour la Ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée (Marché négocié n° 1M250), conformément à l'article 35 II 8°al du Code des Marchés Publics, en date du 17/05/2011, la société WE-EF LUMIERE SARL, 38287 SAINT QUENTIN FALLAVIER CEDEX, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société WE-EF LUMIERE SARL, pour un montant de commandes sans minimum et un maximum de 45 000 € HT, pour une durée d'un an à compter de la date de notification et renouvelable une fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 908.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 08.07.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :